

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE CASTELJALOUX**

SÉANCE DU 09 MARS 2022

Le neuf mars deux mille vingt-deux à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de la Commune de CASTELJALOUX à la suite de la convocation du 03 mars 2022, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances en session ordinaire, sous la présidence de Madame Julie CASTILLO, Maire.

Présents : Mme CASTILLO, Maire, M. DUCASSE, Mme GIRARD, M. MARQUET, Mme MONTIGNY-CAPES, M. DOUCET, Mme ARMELLINI, M. LAFARGUE, Mme DA COSTA FREITAS, M. ARZENTON, M. GARBAY, Mme DE BRITO, M. REMAUT, Mme COSTA, M. DUBOUILH, Mme OUCHENE, M. PAGA, Mme SAUX, Mme TAUZIN, Mme ESQUERRA, M. VERWEIRE, Mme VENUTO, M. LAJUS.

Absents ayant donné pouvoir : M. LANZUTTI a donné pouvoir à Mme CASTILLO, M. DURRIEU a donné pouvoir à M. DUCASSE.

Absents : Mme MOLINIE-PONTHOREAU, Mme TOUTAIN

Secrétaire de séance M. DUCASSE.

Objet : N° 001/2022 - Approbation du compte de gestion 2021

Rapporteur : monsieur Marquet

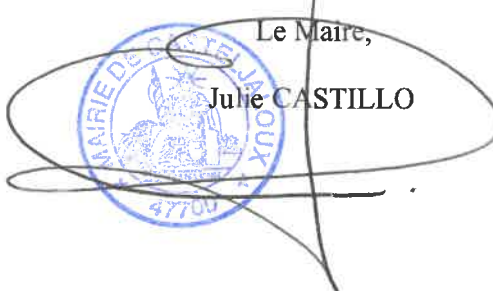
Madame le Maire rappelle que le compte de gestion est un document retraçant l'encaissement des recettes et le paiement des dépenses effectuées par le comptable pendant l'année civile. Il doit être transmis au Conseil Municipal avant le 1^{er} juin de l'année suivant l'exercice.

Le compte de gestion étant conforme au compte administratif, Madame le Maire propose de l'adopter.

Le compte de gestion étant conforme au compte administratif, après en avoir délibéré, le Conseil municipal l'adopte à l'unanimité.

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations.

Le Maire,
Julie CASTILLO



**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE CASTELJALOUX**

SÉANCE DU 09 MARS 2022

Le neuf mars deux mille vingt-deux à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de la Commune de CASTELJALOUX à la suite de la convocation du 03 mars 2022, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances en session ordinaire, sous la présidence de Madame Julie CASTILLO, Maire.

Présents : Mme CASTILLO, Maire, M. DUCASSE, Mme GIRARD, M. MARQUET, Mme MONTIGNY-CAPIES, M. DOUCET, Mme ARMELLINI, M. LAFARGUE, Mme DA COSTA FREITAS, M. ARZENTON, M. GARBAY, Mme DE BRITO, M. REMAUT, Mme COSTA, M. DUBOUILH, Mme OUCHENE, M. PAGA, Mme SAUX, Mme TAUZIN, Mme ESQUERRA, M. VERWEIRE, Mme VENUTO, M. LAJUS.

Absents ayant donné pouvoir : M. LANZUTTI a donné pouvoir à Mme CASTILLO, M. DURRIEU a donné pouvoir à M. DUCASSE.

Absents : Mme MOLINIE-PONTHOREAU, Mme TOUTAIN

Secrétaire de séance M. DUCASSE.

Objet : N° 002/2022 - Approbation des comptes administratifs 2021.

Rapporteur : Monsieur Marquet

Après examen, le Conseil Municipal décide d'adopter les comptes administratifs 2021 de la commune de Casteljaloux.

Le compte administratif du budget principal et des budgets annexes du camping municipal et du complexe touristique sont adoptés à l'unanimité. Madame le Maire n'a pas participé au vote.

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations.

Le Maire,
Julie CASTILLO



AR Prefecture

047-214700528-20220309-2022D_133-DE
Reçu le 16/03/2022
Publié le 16/03/2022

REPUBLIQUE FRANCAISE

COMMUNE DE CASTELJALOUX

Numéro SIRET : 21470052800018

POSTE COMPTABLE : TRESORERIE DE CASTELJALOUX

M14

COMPTE ADMINISTRATIF

voté par nature

BUDGET COMMUNE DE CASTELJALOUX

ANNEE 2021

II - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF

II

VUE D'ENSEMBLE

A1

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES		RECETTES	
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section de fonctionnement	A	6 244 548,50	G	6 452 284,44
	Section d'investissement	B	1 232 220,91	H	1 321 176,65
		+		+	
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section de fonctionnement (002)	C		I	1 520 400,49
	Report en section d'investissement (001)	D	101 229,81	J	
		=		=	
TOTAL (réalisations + reports)		= A+B+C+D	7 577 999,22	= G+H+I+J	9 293 861,58
RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (1)	Section de fonctionnement	E		K	
	Section d'investissement	F	939 789,00	L	267 678,00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F	939 789,00	= K+L	267 678,00
RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	= A+C+E	6 244 548,50	= G+I+K	7 972 684,93
	Section d'investissement	= B+D+F	2 273 239,72	= H+J+L	1 588 854,65
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F	8 517 788,22	= G+H+I+J+K+L	9 561 539,58

DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap. / Art.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		E	K
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		F	L
13	Subventions d'investissement reçues		267 678,00
20	Immobilisations incorporelles	10 607,00	
204	Subventions d'équipement versées	156 000,00	
21	Immobilisations corporelles	773 182,00	

(1) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R.2311-11 du CGCT).

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R.2311-11 du CGCT).

SECTION DE FONCTIONNEMENT - CHAPITRES

A2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	1 357 500,00	1 270 701,91	43 105,40		43 692,69
012	Charges de personnel et frais assimilés	3 600 385,00	3 592 280,32			8 104,68
014	Atténuations de produits	72 200,00	36 772,00			35 428,00
65	Autres charges de gestion courante	812 946,00	766 921,93	9 670,54		36 353,53
Total des dépenses de gestion courante		5 843 031,00	5 666 676,16	52 775,94	0,00	123 578,90
66	Charges financières	200 330,00	146 768,99	43 043,79		10 517,22
67	Charges exceptionnelles	161 489,00	45 159,75			116 329,25
68 (1)	Dotations provisions semi-budgétaires (
022	Dépenses imprévues	30 680,12				
Total des dépenses réelles de fonct.		6 235 530,12	5 858 604,90	95 819,73	0,00	281 105,49
023 (2)	Virement à la section d'investissement (1 197 206,88				
042 (2)	Opé. d'ordre transfert entre sections (2)	290 295,00	290 123,87			171,13
043 (2)	Opé. d'ordre intérieur de la sect. fonct					
Total des dépenses d'ordre de fonct.		1 487 501,88	290 123,87	0,00	0,00	1 197 378,01
TOTAL		7 723 032,00	6 148 728,77	95 819,73	0,00	1 478 483,50
Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		(3) 0,00				

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	80 000,00	81 680,44			-1 680,44
70	Produits des services, domaine et vent	246 230,00	321 052,87			-74 822,87
73	Impôts et taxes	4 694 681,00	4 718 905,16			-24 224,16
74	Dotations, subventions et participations	996 061,00	1 124 919,82			-128 858,82
75	Autres produits de gestion courante	100 000,00	100 221,04			-221,04
Total des recettes de gestion courante		6 116 972,00	6 346 779,33	0,00	0,00	-229 807,33
76	Produits financiers		68,33			-68,33
77	Produits exceptionnels	76 815,00	88 155,93	8 438,40		-19 779,33
78 (1)	Reprises provisions semi-budgétaires					
Total des recettes réelles de fonct.		6 193 787,00	6 435 003,59	8 438,40	0,00	-249 654,99
042 (2)	Opé. ordre transfert entre sections (2)	8 845,00	8 842,45			2,55
043 (2)	Opé. ordre intérieur de la sect. fonct.(2)					
Total des recettes d'ordre de fonct.		8 845,00	8 842,45	0,00	0,00	2,55
TOTAL		6 202 632,00	6 443 846,04	8 438,40	0,00	-249 652,44
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		(3) 1 520 400,49				

(1) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(2) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(3) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks				
20	Immobilisations incorporelles (sf 204)	40 956,00	15 028,80	10 607,00	15 320,20
204	Subventions d'équipement versées	172 000,00	15 740,42	156 000,00	259,58
21	Immobilisations corporelles	1 339 023,00	435 666,63	773 182,00	130 174,37
22	Immobilisations reçues en affectation				
23	Immobilisations en cours				
	Total des opérations d'équipement				
Total des dépenses d'équipement		1 551 979,00	466 435,85	939 789,00	145 754,15
10	Dotations, fonds divers et réserves	25 545,00	18 734,00		6 811,00
13	Subventions d'investissement reçues				
16	Emprunts et dettes assimilés	747 562,04	729 521,55		18 040,49
18	Compte de liaison : affectation (BA, régie)				
26	Participations et créances ratt. à des particip.				
27	Autres immobilisations financières				
020	Dépenses imprévues				
Total des dépenses financières		773 107,04	748 255,55	0,00	24 851,49
45...	Total des opé. pour le compte de tiers				
Total des dépenses réelles d'invest.		2 325 086,04	1 214 691,40	939 789,00	170 605,64
040	Opé. d'ordre de transfert entre sections	8 845,00	8 842,45		2,55
041	Opérations patrimoniales	12 702,96	8 687,06		4 015,90
Total des dépenses d'ordre d'invest.		21 547,96	17 529,51	0,00	4 018,45
TOTAL		2 346 634,00	1 232 220,91	939 789,00	174 624,09
Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1		101 229,81			

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks				
13	Subventions d'investissement reçues (sf 138)		8 691,63	267 678,00	-276 369,63
16	Emprunts et dettes assimilés (sf 165)	155 264,35	137 164,07		18 100,28
20	Immobilisations incorporelles (sf 204)				
204	Subventions d'équipement versées				
21	Immobilisations corporelles				
22	Immobilisations reçues en affectation				
23	Immobilisations en cours				
Total des recettes d'équipement		155 264,35	145 855,70	267 678,00	-258 269,35
10	Dotations, fonds divers et réserves (sf 1068)	112 300,00	124 601,21		-12 301,21
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	751 909,81	751 908,81		1,00
138	Autres subv.d'investissement non transférables				
165	Dépôts et cautionnements reçus				
18	Compte de liaison : affectation (BA, régie)				
26	Participations et créances ratt. à des particip.				
27	Autres immobilisations financières				
024	Produits des cessions d'immobilisations	-71 815,00			
Total des recettes financières		792 394,81	876 510,02	0,00	-84 115,21
45...	Total des opé. pour le compte de tiers				
Total des recettes réelles d'invest.		947 659,16	1 022 365,72	267 678,00	-342 384,56
021	Virement de la section de fonctionnement	1 197 206,86			
040	Opé. d'ordre de transferts entre sections	290 295,00	290 123,87		171,13
041	Opérations patrimoniales	12 702,96	8 687,06		4 015,90
Total des recettes d'ordre d'invest.		1 500 204,84	298 810,93	0,00	1 201 393,91
TOTAL		2 447 864,00	1 321 176,65	267 678,00	859 009,35
Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1		0,00			

1 - Mandats émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	1 313 807,31		1 313 807,31
012	Charges de personnel et frais assimilés	3 592 280,32		3 592 280,32
014	Atténuations de produits	36 772,00		36 772,00
60	Achats et variations de stocks (3)			
65	Autres charges de gestion courante	776 592,47		776 592,47
656	Frais de fonctionnement des groupes d'élus (4)			
66	Charges financières	189 812,78		189 812,78
67	Charges exceptionnelles	45 159,75	71 815,00	116 974,75
68	Dotations provisions semi-budgétaires		218 308,87	218 308,87
71	Production stockée (ou déstockage) (3)			
Dépenses de fonctionnement - Total		5 954 424,63	290 123,87	6 244 548,50

Pour information				0,00
D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1				

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	18 734,00		18 734,00
13	Subventions d'investissement reçues		4 342,45	4 342,45
15	Provisions pour risques et charges (5)			
16	Emprunts et dettes assimilés (sf 1688 non budgétaire)	729 521,55	8 687,06	738 208,61
18	Compte de liaison : affectation (BA, régie)			
	Total des opérations d'équipement			
19	Différences sur réalisations d'immobilisations (5)			
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	15 028,80		15 028,80
204	Subventions d'équipement versées	15 740,42		15 740,42
21	Immobilisations corporelles (6)	435 666,63		435 666,63
22	Immobilisations reçues en affectation (6) (9)			
23	Immobilisations en cours (6)			
26	Participations et créances ratt. à des particip.			
27	Autres immobilisations financières			
28	Amortissements des immobilisations			
29	Provisions pour dépréciation des immobilisations (5)			
39	Provisions pour dépréciation (5)			
45...	Opérations pour compte de tiers			
481	Charges à répartir sur plusieurs exercices			
49	Provisions pour dépréciation comptes de tiers (5)		4 500,00	4 500,00
59	Provisions pour dépréciation comptes financiers (5)			
3...	Stocks			
Dépenses d'investissement - Total		1 214 691,40	17 529,51	1 232 220,91

Pour information				101 229,81
D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1				

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

BALANCE GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF

B2

2 - Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	81 680,44		81 680,44
60	Achats et variations des stocks (3)			
70	Produits des services, domaine et ventes diverses	321 052,87		321 052,87
71	Production stockée (ou déstockage)			
72	Travaux en régie			
73	Impôts et taxes	4 718 905,16		4 718 905,16
74	Dotations, subventions et participations	1 124 919,82		1 124 919,82
75	Autres produits de gestion courante	100 221,04		100 221,04
76	Produits financiers	68,33		68,33
77	Produits exceptionnels	96 594,33	4 342,45	100 936,78
78	Reprises provisions semi-budgétaires		4 500,00	4 500,00
79	Transferts de charges			
Recettes de fonctionnement - Total		6 443 441,99	8 842,45	6 452 284,44

Pour information				1 520 400,49
R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1				

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	124 601,21		124 601,21
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	751 908,81		751 908,81
13	Subventions d'investissement reçues	8 691,63		8 691,63
15	Provisions pour risques et charges (4)			
16	Emprunts et dettes assimilés (sf 1688 non budgétaire)	137 164,07	8 687,06	145 851,13
18	Compte de liaison : affectation (BA, régie) (8)			
19	Différences sur réalisations d'immobilisations		66 932,29	66 932,29
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)			
204	Subventions d'équipement versées			
21	Immobilisations corporelles (6)		4 882,71	4 882,71
22	Immobilisations reçues en affectation (6) (9)			
23	Immobilisations en cours (6)			
26	Participations et créances ratt. à des particip.			
27	Autres immobilisations financières			
28	Amortissements des immobilisations		192 074,68	192 074,68
29	Provisions pour dépréciation des immobilisations (4)			
39	Provisions pour dépréciation (4)			
45...	Opérations pour compte de tiers			
481	Charges à répartir sur plusieurs exercices		26 234,19	26 234,19
49	Provisions pour dépréciation comptes de tiers (4)			
59	Provisions pour dépréciation comptes financiers (4)			
3...	Stocks			
Recettes d'investissement - Total		1 022 365,72	298 810,93	1 321 176,65

Pour information				0,00
R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1				

- (1) 47-214700528-20220309-2022D_133-DE
6/11/2022
16/03/2022
- (4) compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
- (2) voir liste des opérations d'ordre.
- (3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
- (1) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
- (5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
- (6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).
- (7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.
- (8) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES DEPENSES

A1

Chap. / Art. (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	1 357 500,00	1 270 701,91	43 105,40		43 692,69
6042	Achats prest.de serv.(autres que terra	15 000,00	22 075,71	1 248,00		-8 323,71
60611	Eau et assainissement	82 000,00	61 330,84			20 669,16
60612	Energie - Electricité	137 100,00	134 782,41	955,94		1 361,65
60613	Chauffage urbain	81 200,00	97 444,90	3 768,88		-20 013,78
60621	Combustibles	4 500,00	2 577,65			1 922,35
60622	Carburants	29 000,00	35 341,42			-6 341,42
60623	Alimentations	27 500,00	24 976,39	623,34		1 900,27
60624	Produits de traitement	27 500,00	23 999,71			3 500,29
60628	Autres fournitures non stockées		646,90			-646,90
60631	Fournitures d'entretien	25 100,00	29 403,07	1 508,54		-5 811,61
60632	Fournitures de petit équipement	135 600,00	153 138,78	3 547,06		-21 085,84
60633	Fournitures de voirie	33 800,00	30 803,89	847,80		2 148,31
60636	Vêtements de travail	12 000,00	13 118,76			-1 118,76
6064	Fournitures administratives	12 800,00	17 565,78			-4 765,78
6065	Livres,disques,cassettes(bibliothèque,	12 500,00	10 904,33			1 595,67
6067	Fournitures scolaires	7 500,00	6 614,83			885,17
6068	Autres matières et fournitures	17 000,00	12 836,54			4 163,46
611	Contrats de prestations de services	129 250,00	99 833,17	9 068,69		20 348,14
6132	Locations immobilières	13 000,00	11 517,00			1 483,00
6135	Locations mobilières	131 500,00	113 712,22	234,00		17 553,78
614	Charges locatives et de copropriété	850,00	835,00			15,00
61521	Terrains	5 900,00	1 002,00			4 898,00
615221	Bâtiments publics	11 000,00	135,61			10 864,39
615228	Autres bâtiments	12 000,00	5 024,73	10 548,00		-3 572,73
615231	Voiries	19 100,00	33 622,59			-14 522,59
615232	Réseaux	13 000,00	11 630,40			1 369,60
61551	Matériel roulant	24 500,00	21 995,87	6 066,11		-3 561,98
61558	Autres biens mobiliers	8 000,00	3 543,94			4 456,06
6156	Maintenance	31 350,00	26 466,30	1 264,67		3 619,03
6161	Multirisques	48 000,00	52 323,29	242,82		-4 566,11
6168	Autres	650,00	585,75	242,82		-178,57
617	Etudes et recherches	19 000,00	15 280,80	1 800,00		1 919,20
6182	Documentation générale et technique	2 000,00	3 625,02	157,30		-1 782,32
6184	Versements à des organismes de form	13 500,00	12 222,06			1 277,94
6188	Autres frais divers	2 000,00	6 766,00			-4 766,00
6225	Indemnités au comptable et aux régis	620,00	540,00			80,00
6226	Honoraires	1 650,00	355,00			1 295,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	2 000,00	2 220,00			-220,00
6228	Divers	3 600,00	4 702,41			-1 102,41
6231	Annonces et insertions	13 000,00	4 718,98			8 281,02
6232	Fêtes et cérémonies	30 700,00	31 282,54	561,43		-1 143,97
6236	Catalogues et imprimés	9 400,00	736,56			8 663,44
6237	Publications	7 000,00	2 790,00			4 210,00
6238	Divers	5 450,00	3 490,30			1 959,70
6247	Transports collectifs	8 000,00	4 496,00			3 504,00
6251	Voyages et déplacements	1 400,00	46,30			1 353,70
6256	Missions	1 500,00	97,50			1 402,50
6257	Réceptions	11 900,00	1 154,67			10 745,33
6261	Frais d'affranchissement	10 000,00	10 370,00			-370,00
6262	Frais de télécommunications	35 200,00	40 258,41			-5 058,41
627	Services bancaires et assimilés	700,00	544,97			155,03
6281	Concours divers (cotisations...)	9 120,00	6 873,21			2 246,79

SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES DEPENSES

A1

Chap. / Art. (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
6282	Frais gardiennage(église,forêts&bois c		1 782,00			-1 782,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	5 400,00	3 296,40	420,00		1 683,60
62876	Au GFP de rattachement	11 400,00	11 400,00			
63512	Taxes foncières	41 500,00	41 218,00			282,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	560,00				560,00
6358	Autres droits	700,00	645,00			55,00
637	Autres impôts,taxes&vers.assimilés (a	2 000,00				2 000,00
012	Charges de personnel et frais assim	3 600 385,00	3 592 280,32			8 104,68
6218	Autres personnel extérieur	2 400,00	1 200,00			1 200,00
6332	Cotisations versées au FNAL	10 580,00	10 331,32			248,68
6336	Cotisations au centre national et CNFP	53 230,00	52 577,02			652,98
6338	Autres impôts,taxes&vers.assimilés sur	6 555,00	6 326,27			228,73
64111	Rémunération principale	1 992 260,00	1 981 277,37			10 982,63
64131	Rémunération	442 355,00	444 132,66			-1 777,66
64168	Autres emplois d'insertion		5 597,62			-5 597,62
6451	Cotisations à l'URSSAF	397 090,00	380 575,24			16 514,76
6453	Cotisations aux caisses de retraite	543 275,00	534 832,78			8 442,22
6454	Cotisations aux ASSEDIC	19 605,00	18 392,15			1 212,85
6455	Cotisations pour assurance du personne	102 000,00	105 629,03			-3 629,03
6456	Versement au FNC du supplément fam	2 500,00	2 008,00			492,00
6458	Cotisations aux organismes sociaux	6 535,00	6 447,32			87,68
6474	Versements aux autres oeuvres socia	21 000,00	21 129,34			-129,34
6475	Médecine du travail, pharmacie	1 000,00	702,77			297,23
6478	Autres charges sociales diverses		21 121,43			-21 121,43
014	Atténuations de produits	72 200,00	36 772,00			35 428,00
739223	Fonds de péréquation des ress comm e	49 200,00	34 691,00			14 509,00
7398	Reversements, restitutions et prélève	23 000,00	2 081,00			20 919,00
65	Autres charges de gestion courante	812 946,00	766 921,93	9 670,54		36 353,53
6531	Indemnités	180 000,00	177 894,24			2 105,76
6532	Frais de mission	300,00				300,00
6533	Cotisations de retraite	8 200,00	8 563,01			-363,01
6534	Cotisations de sécurité sociale - part p	13 200,00	11 932,38			1 267,62
6535	Formation	1 000,00				1 000,00
6536	Frais de représentation du maire	3 000,00	1 992,95			1 007,05
65372	Cotis. au fond de financ. de l'alloc. fin m	200,00	84,71			115,29
6541	Créances admises en non-valeur	4 500,00				4 500,00
6553	Service d'incendie	153 500,00	151 715,40			1 784,60
65548	Autres contributions	166 500,00	131 034,26	9 670,54		25 795,20
6558	Autres contributions obligatoires	42 285,00	42 282,00			3,00
657362	CCAS	95 085,00	95 085,00			
6574	Subv.fonct.aux asso.&autres pers. de d	145 176,00	146 335,17			-1 159,17
65888	Autres		2,81			-2,81
656	Frais de fonctionnement des groupe					
TOTAL GESTION DES SERVICES		5 843 031,00	5 666 676,16	52 775,94	0,00	123 578,90
(a) = 011 + 012 + 014 + 65						
66	Charges financières (b)	200 330,00	146 768,99	43 043,79		10 517,22
66111	Intérêts réglés à l'échéance	190 627,72	187 829,91			2 797,81
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE					
	ICNE de l'exercice N	47 000,00		43 043,79		3 956,21
	ICNE de l'exercice N-1	-50 000,00	-49 747,98			-252,02
6688	Autres	12 702,28	8 687,06			4 015,22
67	Charges exceptionnelles (c)	161 489,00	45 159,75			116 329,25

SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES DEPENSES

A1

Chap. / Art. (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
673	Titres annulés (sur exercices antérieur	500,00	4 369,75			-3 869,75
67441	aux budg. ann. & régies dotées seule a	157 849,00				157 849,00
6745	Subventions aux personnes de droit pr	3 140,00	40 790,00			-37 650,00
68	Dotations provisions semi-budgétair					
022	Dépenses imprévues (e)	30 680,12				
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e		6 235 530,12	5 858 604,90	95 819,73	0,00	281 105,49
023	Virement à la section d'investissement	1 197 206,88				
042 (4,5)	Opérations d'ordre de transfert entr	290 295,00	290 123,87			171,13
675	Valeurs comptables des immobilisatio	4 882,71	4 882,71			
6761	Diff. sur réalisations (positives) transf. e	66 932,29	66 932,29			
6811	Dot. aux amort. des immo. incorporelles &	192 180,00	192 074,68			105,32
6812	Dot. aux amort. charges de fonctionnem	7 200,00	7 135,81			64,19
6862	Dot. aux amort. charges financières à r	19 100,00	19 098,38			1,62
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		1 487 501,88	290 123,87	0,00	0,00	1 197 378,01
043	Opérations d'ordre à l'intérieur de la					
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		1 487 501,88	290 123,87	0,00	0,00	1 197 378,01
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT = DEPENSES REELLES + D'ORDRE		7 723 032,00	6 148 728,77	95 819,73	0,00	1 478 483,50
Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1						0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 66112

(2)

Montant des ICNE de l'exercice	43 043,79
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	-49 747,98
= Différence ICNE N - ICNE N-1	-6 704,19

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(3) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, DF 042 = RI 040.

(5) Dont 675 et 676.

(6) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES RECETTES

A2

Chap. / Art. (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	80 000,00	81 680,44			-1 680,44
6419	Remboursements sur rémunérations d	80 000,00	81 680,44			-1 680,44
70	Produits des services, domaine et v	246 230,00	321 052,87			-74 822,87
7028	Autres produits agricoles et forestiers		37 866,18			-37 866,18
70311	Concession dans les cimetières (prod	3 000,00	3 433,00			-433,00
70323	Redevance d'occupation du dom.public	9 500,00	2 703,00			6 797,00
7062	Redevances & droits des serv. à cara	14 500,00	25 516,50			-11 016,50
70632	A caractère de loisirs	15 000,00	12 602,00			2 398,00
7066	Redevances&droits des services à car	93 000,00	119 274,61			-26 274,61
7067	Redev.&droits des serv.péri-scolaire&	75 000,00	74 161,77			838,23
7078	Autres marchandises		1 039,50			-1 039,50
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles	2 700,00	3 555,60			-855,60
70875	par les communes membres du GFP	33 530,00	33 534,00			-4,00
70878	par d'autres redevables		7 366,71			-7 366,71
73	Impôts et taxes	4 694 681,00	4 718 905,16			-24 224,16
73111	Impôts directs locaux	2 226 383,00	2 263 022,00			-36 639,00
7318	Autres impôts locaux ou assimilés		3 669,00			-3 669,00
73211	Attribution de compensation	1 467 214,00	1 467 214,00			
73221	FNGIR	329 584,00	329 584,00			
73223	Fds de péréquation des ress com et in	45 000,00	48 845,00			-3 845,00
7336	Droits de place	26 500,00	29 441,20			-2 941,20
7364	Prélèvement sur les produits des jeux	400 000,00	333 665,66			66 334,34
7381	Taxe addit.aux droits de mut.ou taxe p	200 000,00	243 464,30			-43 464,30
74	Dotations, subventions et participat	996 061,00	1 124 919,82			-128 858,82
7411	Dotation forfaitaire	121 710,00	121 710,00			
74121	Dotation de solidarité rurale	302 475,00	302 475,00			
744	FCTVA		604,10			-604,10
74718	Autres		108 128,37			-108 128,37
7472	Régions		6 780,00			-6 780,00
7473	Départements	17 760,00	24 619,56			-6 859,56
7478	Autres organismes	253 810,00	251 588,65			2 221,35
7482	Compes.perte taxe ad.aux droits mut.		346,00			-346,00
748313	Dotation de compensation de la réform	167 614,00	167 614,00			
74832	Attribution du fonds départ. péréquatio		4 185,11			-4 185,11
74834	Etat-Compens.au titre exonérations ta	127 591,00	127 591,00			
7485	Dotation pour les titres sécurisés	5 000,00	8 580,00			-3 580,00
7488	Autres attributions et participations	101,00	698,03			-597,03
75	Autres produits de gestion courante	100 000,00	100 221,04			-221,04
751	Redevances concessions,brevets,li	5 500,00	5 597,05			-97,05
752	Revenus des immeubles	80 000,00	79 988,10			11,90
757	Redevances versées par fermiers & co	14 500,00	14 635,11			-135,11
7588	Autres produits divers de gestion coura		0,78			-0,78
TOTAL GESTION DES SERVICES (a) = 013 + 70 + 73 + 74 + 75		6 116 972,00	6 346 779,33	0,00	0,00	-229 807,33
76	Produits financiers (b)		68,33			-68,33
761	Produits de participations		68,33			-68,33
77	Produits exceptionnels (c)	76 815,00	88 155,93	8 438,40		-19 779,33
7714	Recouvrement sur créances admises e		562,96			-562,96
7718	Autres produits exceptionnels sur op. d		1 642,00			-1 642,00
773	Mandats annulés ou atteints déchéanc		6 497,18			-6 497,18
775	Produits des cessions d'immobilisation	71 815,00	71 815,00			

SECTION DE FONCTIONNEMENT - DETAIL DES RECETTES

A2

Chap. / Art. (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
7788	Produits exceptionnels divers	5 000,00	7 638,79	8 438,40		-11 077,19
78	Reprises provisions semi-budgétaire					
TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d		6 193 787,00	6 435 003,59	8 438,40	0,00	-249 654,99
042 (3)	Opérations d'ordre de transfert entr	8 845,00	8 842,45			2,55
777	Quote-part des subv.d'inv.transf.au cp	4 345,00	4 342,45			2,55
7817	Rep.sur prov.pour dépréciation actifs c	4 500,00	4 500,00			
043 (4)	Opérations d'ordre à l'intérieur de la					
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		8 845,00	8 842,45	0,00	0,00	2,55
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT = RECETTES REELLES + D'ORDRE		6 202 632,00	6 443 846,04	8 438,40	0,00	-249 652,44
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		1 520 400,49				

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N - ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(3) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RF 042 = DI 040.

(4) Dont 776.

(5) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES DEPENSES

B1

Chap. / Art. (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks				
20	Immobilisations incorporelles (hors	40 956,00	15 028,80	10 607,00	15 320,20
202	Frais liés doc. urbanisme & numérisatio	720,00		720,00	
2031	Frais d'études	14 280,00		4 011,00	10 269,00
2051	Concessions et droits similaires	25 956,00	15 028,80	5 876,00	5 051,20
204	Subventions d'équipement versées (172 000,00	15 740,42	156 000,00	259,58
2041512	Bâtiments et installations	172 000,00	15 740,42	156 000,00	259,58
21	Immobilisations corporelles (hors o	1 339 023,00	435 666,63	773 182,00	130 174,37
2111	Terrains nus	2 863,00	2 863,00		
2112	Terrains de voirie	682 981,00	72 096,54	610 783,00	101,46
2118	Autres terrains	5 000,00			5 000,00
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	4 800,00		4 750,00	50,00
21318	Autres bâtiments publics	216 609,00	145 791,84	24 040,00	46 777,16
2138	Autres constructions	58,00			58,00
2152	Installations de voirie	32 100,00	18 334,09		13 765,91
21534	Réseaux d'électrification	128 600,00	24 959,52	100 900,00	2 740,48
21538	Autres réseaux	61 900,00	4 142,53	12 100,00	45 657,47
21568	Autre mat et outil d'incendie et de défe	9 700,00			9 700,00
2158	Autres install., matériel et outillage tec	6 300,00	2 830,81		3 469,19
2182	Matériel de transport	114 623,00	114 622,25		0,75
2183	Matériel de bureau et matériel informa	25 579,00	8 349,08	17 044,00	185,92
2184	Mobilier	6 510,00	3 679,22	380,00	2 450,78
2188	Autres immobilisations corporelles	41 400,00	37 997,75	3 185,00	217,25
22	Immobilisations reçues en affectat				
23	Immobilisations en cours (hors op				
Total des dépenses d'équipement		1 551 979,00	466 435,85	939 789,00	145 754,15
10	Dotations, fonds divers et réserves	25 545,00	18 734,00		6 811,00
10226	Taxe d'aménagement	25 545,00	18 734,00		6 811,00
13	Subventions d'investissement reçu				
16	Emprunts et dettes assimilés	747 562,04	729 521,55		18 040,49
1641	Emprunts en euros	605 000,00	601 676,64		3 323,36
166	Refinancement de dette	142 562,04	127 844,91		14 717,13
18	Compte de liaison : affectation (BA,				
26	Participations et créances ratt. à de				
27	Autres immobilisations financières				
020	Dépenses imprévues				
Total des dépenses financières		773 107,04	748 255,55	0,00	24 851,49
Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES REELLES		2 325 086,04	1 214 691,40	939 789,00	170 605,64
040	Opération d'ordre transfert entre se	8 845,00	8 842,45		2,55
	Reprise sur autofinancement antér	8 845,00	8 842,45		2,55
13911	Etat et établissements nationaux	2 412,00	2 410,55		1,45
13918	Autres	1 933,00	1 931,90		1,10
4912	Prov.pour dépréciation des comptes d	4 500,00	4 500,00		
041 (7)	Opérations patrimoniales	12 702,96	8 687,06		4 015,90
166	Refinancement de dette	12 702,96	8 687,06		4 015,90

SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES DEPENSES

B1

Chap. / Art. (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		21 547,96	17 529,51	0,00	4 018,45
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT = DEPENSES REELLES + D'ORDRE		2 346 634,00	1 232 220,91	939 789,00	174 624,09
Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1		101 229,81			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définitions du chapitre d'opérations d'ordre, DI 040=RF 042.

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Dont 192.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041= RI 041.

SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES RECETTES

B2

Chap. / Art. (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks				
13	Subventions d'investissement reçu		8 691,63	267 678,00	-276 369,63
1311	Etat et établissements nationaux			23 390,00	-23 390,00
1313	Départements			2 104,00	-2 104,00
1321	Etats et établissements nationaux		8 691,63	242 184,00	-250 875,63
16	Emprunts et dettes assimilés (sf 1)	155 264,35	137 164,07		18 100,28
1641	Emprunts en euros		632,10		-632,10
166	Refinancement de dette	155 264,35	136 531,97		18 732,38
20	Immobilisations incorporelles (sf 2)				
204	Subventions d'équipement versées				
21	Immobilisations corporelles				
22	Immobilisations reçues en affectat				
23	Immobilisations en cours				
Total des recettes d'équipement (sauf 138)		155 264,35	145 855,70	267 678,00	-258 269,35
10	Dotations, fonds divers et réserves	864 209,81	876 510,02		-12 300,21
10222	FCTVA	52 300,00	49 530,81		2 769,19
10223	TLE		58,00		-58,00
10226	Taxe d'aménagement	60 000,00	75 012,40		-15 012,40
1068	Excédents de fonctionnement capita	751 909,81	751 908,81		1,00
138	Autres subv. d'inv. non transférabl				
165	Dépôts et cautionnements reçus				
18	Compte de liaison : affectation (BA,				
26	Participations et créances ratt. à de				
27	Autres immobilisations financières				
024	Produits des cessions d'immobilisa	-71 815,00			
Total des recettes financières		792 394,81	876 510,02	0,00	-84 115,21
Total des recettes d'opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES		947 659,16	1 022 365,72	267 678,00	-342 384,56

021	Virement de la section de fonctionn	1 197 206,88			
040 (3, 4)	Opérations d'ordre de transfert ent	290 295,00	290 123,87		171,13
192	Plus ou moins-values sur cessions d'	66 932,29	66 932,29		
2111	Terrains nus	4 882,71	4 882,71		
2802	Frais liés doc. urbanisme & numérisatio	920,00	913,10		6,90
28031	Frais d'études	19 330,00	19 325,85		4,15
28041482	Bâtiments et installations	925,00	924,00		1,00
28041512	Bâtiments et installations	11 770,00	11 769,99		0,01
28041642	Bâtiments et installations	3 100,00	3 066,67		33,33
2804172	Bâtiments et installations	7 400,00	7 382,84		17,16
2804182	Bâtiments et installations	14 850,00	14 838,38		11,62
28051	Concessions et droits similaires	7 340,00	7 337,60		2,40
28121	Plantations d'arbres et arbustes	2 115,00	2 114,64		0,36
28152	Installations de voirie	4 585,00	4 580,77		4,23
281568	Autre mat et outil d'incendie et de défe	11 660,00	11 656,97		3,03
281571	Matériel roulant	4 750,00	4 745,15		4,85
281578	Autre matériel et outillage de voirie	1 890,00	1 880,07		9,93
28158	Autres install., matériel et outillage tec	20 305,00	20 303,15		1,85

SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES RECETTES

B2

Chap. / Art. (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
28182	Matériel de transport	29 100,00	29 098,10		1,90
28183	Matériel de bureau et informatique	11 445,00	11 443,58		1,42
28184	Mobilier	8 615,00	8 614,63		0,37
28188	Autres immobilisations corporelles	32 080,00	32 079,19		0,81
4816	Frais d'émission des emprunts	7 200,00	7 135,81		64,19
4817	Pénalités de renégociation de la dette	19 100,00	19 098,38		1,62
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		1 487 501,88	290 123,87	0,00	1 197 378,01
041 (5)	Opérations patrimoniales	12 702,96	8 687,06		4 015,90
1641	Emprunts en euros	12 702,96	8 687,06		4 015,90
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		1 500 204,84	298 810,93	0,00	1 201 393,91

TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT = RECETTES REELLES + D'ORDRE	2 447 864,00	1 321 176,65	267 678,00	859 009,35
---	---------------------	---------------------	-------------------	-------------------

Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1	0,00
--	------

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, RI 040 = DF 042.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

AR Prefecture

047-214700528-20220309-2022D_133-DE

Reçu le 16/03/2022

Publié le 16/03/2022

REPUBLIQUE FRANCAISE

21470052800091

CAMPING PISCINE CASTELJALOUX

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE COMMUNE DE CASTELJALOUX

POSTE COMPTABLE : TRESORERIE DE CASTELJALOUX

SERVICE PUBLIC LOCAL

M4

COMPTE ADMINISTRATIF

BUDGET CAMPING PISCINE CASTELJALOUX

ANNEE 2021

II - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF

II

VUE D'ENSEMBLE

A1

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES		RECETTES		SOLDE D'EXECUTION (1)	
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section d'exploitation	A	53 300,88	G	46 613,23	G-A	-6 687,65
	Section d'investissement	B	4 561,34	H	9 137,55	H-B	+4 576,21

REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section d'exploitation (002)	C		I	601,57		
	Report en section d'investissement (001)	D		J	9 381,04		

		DEPENSES		RECETTES		SOLDE D'EXECUTION (1)	
TOTAL (réalisations + reports)		P= A+B+C+D	57 862,22	Q= G+H+I+J	65 733,39	= Q-P	+7 871,17

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (2)	Section d'exploitation	E		K			
	Section d'investissement	F		L			
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F		= K+L			

		DEPENSES		RECETTES		SOLDE D'EXECUTION (1)	
RESULTAT CUMULE	Section d'exploitation	= A+C+E	53 300,88	= G+I+K	47 214,80		-6 086,08
	Section d'investissement	= B+D+F	4 561,34	= H+J+L	18 518,59		+13 957,25
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F	57 862,22	= G+H+I+J+K+L	65 733,39		+7 871,17

DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION		E	K
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		F	L

(1) Indiquer le signe - si les dépenses sont supérieures aux recettes, et + si les recettes sont supérieures aux dépenses.

(2) Les restes à réaliser de la section d'exploitation correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telle qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R.2311-11 du CGCT).

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R.2311-11 du CGCT).

II - PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF

II

SECTION D'EXPLOITATION - CHAPITRES

A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	7 725,00	7 604,49			120,51
012	Charges de personnel et frais assimilé	37 048,00	35 882,39			1 165,61
014	Atténuations de produits					
65	Autres charges de gestion courante	2,00	1,02			0,98
Total des dépenses de gestion des services		44 775,00	43 487,90	0,00	0,00	1 287,10
66	Charges financières	700,00	624,62	50,81		24,57
67	Charges exceptionnelles					
68	Dotations aux amortissements, dépréc.					
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés					
022	Dépenses imprévues					
Total des dépenses réelles d'exploitation		45 475,00	44 112,52	50,81	0,00	1 311,67
023	Virement à la section d'investissement (
042	Opé. d'ordre transfert entre sections (2)	9 150,00	9 137,55			12,45
043	Opé. d'ordre intérieur de la sect. d'exp					
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		9 150,00	9 137,55	0,00	0,00	12,45
TOTAL		54 625,00	53 250,07	50,81	0,00	1 324,12
Pour information D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1		0,00				

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges					
70	Produits des services, domaine et vent	50 955,00	43 545,60			7 409,40
74	Subventions d'exploitation					
75	Autres produits de gestion courante		0,96			-0,96
Total des recettes de gestion des services		50 955,00	43 546,56	0,00	0,00	7 408,44
76	Produits financiers					
77	Produits exceptionnels					
78	Reprises sur amortissements, dépréc. &					
Total des recettes réelles d'exploitation		50 955,00	43 546,56	0,00	0,00	7 408,44
042	Opé. ordre transfert entre sections (2)	3 070,00	3 066,67			3,33
043	Opé. ordre intérieur de la sect. d'exp.(
Total des recettes d'ordre d'exploitation		3 070,00	3 066,67	0,00	0,00	3,33
TOTAL		54 025,00	46 613,23	0,00	0,00	7 411,77
Pour information R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1		601,57				

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
20	Immobilisations incorporelles				
21	Immobilisations corporelles	13 960,00			13 960,00
22	Immobilisations reçues en affectation				
23	Immobilisations en cours				
	Total des opérations d'équipement				
Total des dépenses d'équipement		13 960,00	0,00	0,00	13 960,00
10	Dotations, fonds divers et réserves				
13	Subventions d'investissement reçues				
16	Emprunts et dettes assimilés	1 500,00	1 494,67		5,33
18	Compte de liaison : affectation (BA, régie)				
26	Participations et créances ratt. à des particip.				
27	Autres immobilisations financières				
020	Dépenses imprévues				
Total des dépenses financières		1 500,00	1 494,67	0,00	5,33
45...	Total des opé. pour le compte de tiers				
Total des dépenses réelles d'invest.		15 460,00	1 494,67	0,00	13 965,33
040	Opé. d'ordre de transfert entre sections	3 070,00	3 066,67		3,33
041	Opérations patrimoniales				
Total des dépenses d'ordre d'invest.		3 070,00	3 066,67	0,00	3,33
TOTAL		18 530,00	4 561,34	0,00	13 968,66
Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1		0,00			

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
13	Subventions d'investissement reçues				
16	Emprunts et dettes assimilés (sf 165)				
20	Immobilisations incorporelles				
21	Immobilisations corporelles				
22	Immobilisations reçues en affectation				
23	Immobilisations en cours				
Total des recettes d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves (sf 106)				
106	Réserves				
165	Dépôts et cautionnements reçus				
18	Compte de liaison : affectation (BA, régie)				
26	Participations et créances ratt. à des particip.				
27	Autres immobilisations financières				
Total des recettes financières		0,00	0,00	0,00	0,00
45...	Total des opé. pour le compte de tiers				
Total des recettes réelles d'invest.		0,00	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement				
040	Opé. d'ordre de transferts entre sections	9 150,00	9 137,55		12,45
041	Opérations patrimoniales				
Total des recettes d'ordre d'invest.		9 150,00	9 137,55	0,00	12,45
TOTAL		9 150,00	9 137,55	0,00	12,45
Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1		9 381,04			

BALANCE GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF

B1

1 - Mandats émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	EXPLOITATION	Opérations réelles	Opérations d'ordre	TOTAL
011	Charges à caractère général	7 604,49		7 604,49
012	Charges de personnel et frais assimilés	35 882,39		35 882,39
014	Atténuations de produits			
60	Chapitre 60			
65	Autres charges de gestion courante	1,02		1,02
66	Charges financières	675,43		675,43
67	Charges exceptionnelles			
68	Dotations aux amortissements, dépréc. & provisions		9 137,55	9 137,55
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés			
71	Production stockée (ou déstockage)			
Dépenses d'exploitation - Total		44 163,33	9 137,55	53 300,88

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE

0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES

53 300,88

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles	Opérations d'ordre	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves			
13	Subventions d'investissement reçues		3 066,67	3 066,67
14	Provisions réglementées			
15	Provisions pour risques et charges			
16	Emprunts et dettes assimilés (sf 1688 non budgétaire)	1 494,67		1 494,67
18	Compte de liaison : affectation (BA, régie)			
	Total des opérations d'équipement			
20	Immobilisations incorporelles			
21	Immobilisations corporelles			
22	Immobilisations reçues en affectation			
23	Immobilisations en cours			
26	Participations et créances ratt. à des particip.			
27	Autres immobilisations financières			
28	Amortissements des immobilisations			
29	Dépréciations des immobilisations			
39	Dépréciations des stocks et en-cours			
45...	Opérations pour compte de tiers			
481	Charges à répartir sur plusieurs exercices			
3...	Stocks			
Dépenses d'investissement - Total		1 494,67	3 066,67	4 561,34

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE

0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES

4 561,34

2 - Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	EXPLOITATION	Opérations réelles	Opérations d'ordre	TOTAL
013	Atténuations de charges			
60	Chapitre 60			
70	Produits des services, domaine et ventes diverses	43 545,60		43 545,60
71	Production stockée (ou déstockage)			
72	Production immobilisée			
74	Subventions d'exploitation			
75	Autres produits de gestion courante	0,96		0,96
76	Produits financiers			
77	Produits exceptionnels		3 066,67	3 066,67
78	Reprises sur amortissements, dépréc. & provisions			
79	Transferts de charges			
Recettes d'exploitation - Total		43 546,56	3 066,67	46 613,23

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE

601,57

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES

47 214,80

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles	Opérations d'ordre	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)			
13	Subventions d'investissement reçues			
14	Provisions réglementées			
15	Provisions pour risques et charges			
16	Emprunts et dettes assimilés (sf 1688 non budgétaire)			
18	Compte de liaison : affectation (BA, régie)			
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)			
21	Immobilisations corporelles			
22	Immobilisations reçues en affectation			
23	Immobilisations en cours			
26	Participations et créances ratt. à des particip.			
27	Autres immobilisations financières			
28	Amortissements des immobilisations		9 137,55	9 137,55
29	Dépréciations des immobilisations			
39	Dépréciations des stocks et en-cours			
45...	Opérations pour compte de tiers			
481	Charges à répartir sur plusieurs exercices			
3...	Stocks			
Recettes d'investissement - Total			9 137,55	9 137,55

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE

9 381,04

+

AFFECTATION AUX COMPTES 106

0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES

18 518,59

SECTION D'EXPLOITATION - DEPENSES

Chap. / Art.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	7 725,00	7 604,49			120,51
6061	Fournitures non stockables (eau, éner	1 775,00	2 198,41			-423,41
6063	Fournitures d'entretien et de petit équi	1 000,00	132,00			868,00
6135	Locations mobilières	250,00	308,00			-58,00
61528	Autres	1 700,00	3 000,00			-1 300,00
6156	Maintenance	500,00	457,49			42,51
6262	Frais de télécommunications	900,00	468,00			432,00
627	Services bancaires et assimilés	100,00	177,23			-77,23
6358	Autres droits	1 500,00	863,36			636,64
012	Charges de personnel et frais assim	37 048,00	35 882,39			1 165,61
6332	Cotisations versées au FNAL	150,00	101,04			48,96
6336	Cotisations au centre national et CNFP	600,00	515,37			84,63
6338	Autres impôts, taxes & vers. assimilés sur	100,00	60,63			39,37
6411	Salaires, appointements, commissions d	25 798,00	25 682,36			115,64
6451	Cotisations à l'URSSAF	3 400,00	3 057,59			342,41
6453	Cotisations aux caisses de retraite	7 000,00	6 465,40			534,60
014	Atténuations de produits					
65	Autres charges de gestion courante	2,00	1,02			0,98
658	Charges diverses de la gestion couran	2,00	1,02			0,98
66	Charges financières	700,00	624,62	50,81		24,57
66111	Intérêts réglés à l'échéance	700,00	679,35			20,65
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE					
	ICNE de l'exercice N	55,00		50,81		4,19
	ICNE de l'exercice N-1	-55,00	-54,73			-0,27
67	Charges exceptionnelles					
68	Dotations aux amortissements, dépr					
69	Impôts sur les bénéfices et assimilé					
022	Dépenses imprévues					
TOTAL DES OPERATIONS REELLES		45 475,00	44 112,52	50,81	0,00	1 311,67
023	Virement à la section d'Investissemen					
042	Opérations d'ordre de transfert entr	9 150,00	9 137,55			12,45
6811	Dot. aux amort. des immo. incorporelles &	9 150,00	9 137,55			12,45
043	Opérations d'ordre à l'intérieur de la					
TOTAL DES OPERATIONS D'ORDRE		9 150,00	9 137,55	0,00	0,00	12,45
TOTAL DEPENSES D'EXPLOITATION = DEPENSES REELLES + D'ORDRE		54 625,00	53 250,07	50,81	0,00	1 324,12
Pour information D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1			0,00			

Détail du calcul des ICNE au compte 66112

Montant des ICNE de l'exercice	50,81
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	-54,73
= Différence ICNE N - ICNE N-1	-3,92

SECTION D'EXPLOITATION - RECETTES

Chap. / Art.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges					
70	Produits des services, domaine et v	50 955,00	43 545,60			7 409,40
706	Prestations de services	50 955,00	43 545,60			7 409,40
74	Subventions d'exploitation					
75	Autres produits de gestion courante		0,96			-0,96
7588	Autres		0,96			-0,96
76	Produits financiers					
77	Produits exceptionnels					
78	Reprises sur amortissements, dépré					
TOTAL DES RECETTES REELLES		50 955,00	43 546,56	0,00	0,00	7 408,44
042	Opérations d'ordre de transfert entr	3 070,00	3 066,67			3,33
777	Quote-part des subv.d'inv.transf.au cp	3 070,00	3 066,67			3,33
043	Opérations d'ordre à l'intérieur de la					
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		3 070,00	3 066,67	0,00	0,00	3,33
TOTAL RECETTES D'EXPLOITATION = RECETTES REELLES + D'ORDRE		54 025,00	46 613,23	0,00	0,00	7 411,77
Pour information R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1		601,57				

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N - ICNE N-1	0,00

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES

Chap. / Art.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
20	Immobilisations incorporelles (hors				
21	Immobilisations corporelles (hors o	13 960,00			13 960,00
2131	Bâtiments	13 960,00			13 960,00
22	Immobilisations reçues en affectat				
23	Immobilisations en cours (hors op				
Total des dépenses d'équipement		13 960,00	0,00	0,00	13 960,00
10	Dotations, fonds divers et réserves				
13	Subventions d'investissement reçu				
16	Emprunts et dettes assimilés	1 500,00	1 494,67		5,33
1641	Emprunts en euros	1 500,00	1 494,67		5,33
18	Compte de liaison : affectation (BA,				
26	Participations et créances ratt. à de				
27	Autres immobilisations financières				
020	Dépenses imprévues				
Total des dépenses financières		1 500,00	1 494,67	0,00	5,33
Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES REELLES		15 460,00	1 494,67	0,00	13 965,33
040	Opération d'ordre transfert entre se	3 070,00	3 066,67		
	Reprise sur autofinancement antér	3 070,00	3 066,67		3,33
13914	Communes	3 070,00	3 066,67		3,33
041	Opérations patrimoniales				
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		3 070,00	3 066,67	0,00	3,33
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT = DEPENSES REELLES + D'ORDRE		18 530,00	4 561,34	0,00	13 968,66
Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1		0,00			

SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES

Chap. / Art.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
13	Subventions d'investissement reçu				
16	Emprunts et dettes assimilés (sf 1				
20	Immobilisations incorporelles (sf 2				
21	Immobilisations corporelles				
22	Immobilisations reçues en affectat				
23	Immobilisations en cours				
Total des recettes d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves				
165	Dépôts et cautionnements reçus				
18	Compte de liaison : affectation (BA,				
26	Participations et créances ratt. à de				
27	Autres immobilisations financières				
Total des recettes financières		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES		0,00	0,00	0,00	0,00

021	Virement de la section de fonctionn				
040	Opérations d'ordre de transfert ent	9 150,00	9 137,55		12,45
28128	Autres terrains	2 155,00	2 150,58		4,42
28131	Bâtiments	5 480,00	5 477,56		2,44
28183	Matériel de bureau et matériel informat	115,00	114,83		0,17
28188	Autres	1 400,00	1 394,58		5,42
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION		9 150,00	9 137,55	0,00	12,45
041	Opérations patrimoniales				
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		9 150,00	9 137,55	0,00	12,45

TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT = RECETTES REELLES + D'ORDRE		9 150,00	9 137,55	0,00	12,45
--	--	----------	----------	------	-------

Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1		9 381,04
--	--	----------

AR Prefecture

047-214700528-20220309-2022D_133-DE
Reçu le 16/03/2022
Publié le 16/03/2022

REPUBLIQUE FRANCAISE

21470052800109

COMPLEXE TOURISTIQUE

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE COMMUNE DE CASTELJALOUX

POSTE COMPTABLE : TRESORERIE DE CASTELJALOUX

SERVICE PUBLIC LOCAL

M4

COMPTE ADMINISTRATIF

BUDGET COMPLEXE TOURISTIQUE

ANNEE 2021

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section d'exploitation	A 195 499,05	G 204 713,06	G-A +9 214,01
	Section d'investissement	B 34 081,77	H 69 720,50	H-B +35 638,73

REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section d'exploitation (002)	C	I
	Report en section d'investissement (001)	D 131 816,63	J

	DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
TOTAL (réalisations + reports)	P= A+B+C+D 361 397,45	Q= G+H+I+J 274 433,56	= Q-P -86 963,89

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (2)	Section d'exploitation	E	K
	Section d'investissement	F	L
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F	= K+L

		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
RESULTAT CUMULE	Section d'exploitation	195 499,05 = A+C+E	204 713,06 = G+I+K	+9 214,01
	Section d'investissement	165 898,40 = B+D+F	69 720,50 = H+J+L	-96 177,90
	TOTAL CUMULE	361 397,45 = A+B+C+D+E+F	274 433,56 = G+H+I+J+K+L	-86 963,89

DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION		E	K
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		F	L

(1) Indiquer le signe - si les dépenses sont supérieures aux recettes, et + si les recettes sont supérieures aux dépenses.

(2) Les restes à réaliser de la section d'exploitation correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telle qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R.2311-11 du CGCT).

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R.2311-11 du CGCT).

II - PRÉSENTATION GÉNÉRALE DU COMPTE ADMINISTRATIF

II

SECTION D'EXPLOITATION - CHAPITRES

A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	73 690,00	70 165,87			3 524,13
012	Charges de personnel et frais assimilés	91 750,00	90 301,31			1 448,69
014	Atténuations de produits					
65	Autres charges de gestion courante					
Total des dépenses de gestion des services		165 440,00	160 467,18	0,00	0,00	4 972,82
66	Charges financières	8 900,00	6 192,96	2 589,65		117,39
67	Charges exceptionnelles	10,00	9,09			0,91
68	Dotations aux amortissements, dépréc.					
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés					
022	Dépenses imprévues					
Total des dépenses réelles d'exploitation		174 350,00	166 669,23	2 589,65	0,00	5 091,12
023	Virement à la section d'investissement (156 004,00				
042	Opé. d'ordre transfert entre sections (2)	26 430,00	26 240,17			189,83
043	Opé. d'ordre intérieur de la sect. d'exp					
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		182 434,00	26 240,17	0,00	0,00	156 193,83
TOTAL		356 784,00	192 909,40	2 589,65	0,00	161 284,95
Pour information D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1		0,00				

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges					
70	Produits des services, domaine et vent	111 550,00	109 979,53			1 570,47
74	Subventions d'exploitation					
75	Autres produits de gestion courante	86 000,00	93 362,12			-7 362,12
Total des recettes de gestion des services		197 550,00	203 341,65	0,00	0,00	-5 791,65
76	Produits financiers					
77	Produits exceptionnels	157 849,00				157 849,00
78	Reprises sur amortissements, dépréc. &					
Total des recettes réelles d'exploitation		355 399,00	203 341,65	0,00	0,00	152 057,35
042	Opé. ordre transfert entre sections (2)	1 385,00	1 371,41			13,59
043	Opé. ordre intérieur de la sect. d'exp.(
Total des recettes d'ordre d'exploitation		1 385,00	1 371,41	0,00	0,00	13,59
TOTAL		356 784,00	204 713,06	0,00	0,00	152 070,94
Pour information R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1		0,00				

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
20	Immobilisations incorporelles	35 000,00			35 000,00
21	Immobilisations corporelles	36 712,00	12 030,73		24 681,27
22	Immobilisations reçues en affectation				
23	Immobilisations en cours				
	Total des opérations d'équipement				
Total des dépenses d'équipement		71 712,00	12 030,73	0,00	59 681,27
10	Dotations, fonds divers et réserves				
13	Subventions d'investissement reçues				
16	Emprunts et dettes assimilés	21 000,00	20 679,63		320,37
18	Compte de liaison : affectation (BA, régie)				
26	Participations et créances ratt. à des particip.				
27	Autres immobilisations financières				
020	Dépenses imprévues				
Total des dépenses financières		21 000,00	20 679,63	0,00	320,37
45...	Total des opé. pour le compte de tiers				
Total des dépenses réelles d'invest.		92 712,00	32 710,36	0,00	60 001,64
040	Opé. d'ordre de transfert entre sections	1 385,00	1 371,41		13,59
041	Opérations patrimoniales				
Total des dépenses d'ordre d'invest.		1 385,00	1 371,41	0,00	13,59
TOTAL		94 097,00	34 081,77	0,00	60 015,23
Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1		131 816,63			

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
13	Subventions d'investissement reçues				
16	Emprunts et dettes assimilés (sf 165)				
20	Immobilisations incorporelles				
21	Immobilisations corporelles				
22	Immobilisations reçues en affectation				
23	Immobilisations en cours				
Total des recettes d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves (sf 106)				
106	Réserves	43 480,00	43 480,33		-0,33
165	Dépôts et cautionnements reçus				
18	Compte de liaison : affectation (BA, régie)				
26	Participations et créances ratt. à des particip.				
27	Autres immobilisations financières				
Total des recettes financières		43 480,00	43 480,33	0,00	-0,33
45...	Total des opé. pour le compte de tiers				
Total des recettes réelles d'invest.		43 480,00	43 480,33	0,00	-0,33
021	Virement de la section de fonctionnement	156 004,00			
040	Opé. d'ordre de transferts entre sections	26 430,00	26 240,17		189,83
041	Opérations patrimoniales				
Total des recettes d'ordre d'invest.		182 434,00	26 240,17	0,00	156 193,83
TOTAL		225 914,00	69 720,50	0,00	156 193,50
Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1		0,00			

BALANCE GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF

B1

1 - Mandats émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	EXPLOITATION	Opérations réelles	Opérations d'ordre	TOTAL
011	Charges à caractère général	70 165,87		70 165,87
012	Charges de personnel et frais assimilés	90 301,31		90 301,31
014	Atténuations de produits			
60	Achats et variation des stocks			
65	Autres charges de gestion courante			
66	Charges financières	8 782,61		8 782,61
67	Charges exceptionnelles	9,09		9,09
68	Dotations aux amortissements, dépréc. & provisions		26 240,17	26 240,17
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés			
71	Production stockée (ou déstockage)			
Dépenses d'exploitation - Total		169 258,88	26 240,17	195 499,05

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE

0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES

195 499,05

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles	Opérations d'ordre	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves			
13	Subventions d'investissement reçues		1 371,41	1 371,41
14	Provisions réglementées			
15	Provisions pour risques et charges			
16	Emprunts et dettes assimilés (sf 1688 non budgétaire)	20 679,63		20 679,63
18	Compte de liaison : affectation (BA, régie)			
	Total des opérations d'équipement			
20	Immobilisations incorporelles			
21	Immobilisations corporelles	12 030,73		12 030,73
22	Immobilisations reçues en affectation			
23	Immobilisations en cours			
26	Participations et créances ratt. à des particip.			
27	Autres immobilisations financières			
28	Amortissements des immobilisations			
29	Dépréciations des immobilisations			
39	Dépréciations des stocks et en-cours			
45...	Opérations pour compte de tiers			
481	Charges à répartir sur plusieurs exercices			
3...	Stocks			
Dépenses d'investissement - Total		32 710,36	1 371,41	34 081,77

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE

131 816,63

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES

165 898,40

2 - Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	EXPLOITATION	Opérations réelles	Opérations d'ordre	TOTAL
013	Atténuations de charges			
60	Achats et variations des stocks			
70	Produits des services, domaine et ventes diverses	109 979,53		109 979,53
71	Production stockée (ou déstockage)			
72	Production immobilisée			
74	Subventions d'exploitation			
75	Autres produits de gestion courante	93 362,12		93 362,12
76	Produits financiers			
77	Produits exceptionnels		1 371,41	1 371,41
78	Reprises sur amortissements, dépréc. & provisions			
79	Transferts de charges			
Recettes d'exploitation - Total		203 341,65	1 371,41	204 713,06

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE

0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES

204 713,06

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles	Opérations d'ordre	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)			
13	Subventions d'investissement reçues			
14	Provisions réglementées			
15	Provisions pour risques et charges			
16	Emprunts et dettes assimilés (sf 1688 non budgétaire)			
18	Compte de liaison : affectation (BA, régie)			
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)			
21	Immobilisations corporelles			
22	Immobilisations reçues en affectation			
23	Immobilisations en cours			
26	Participations et créances ratt. à des particip.			
27	Autres immobilisations financières			
28	Amortissements des immobilisations		23 410,57	23 410,57
29	Dépréciations des immobilisations			
39	Dépréciations des stocks et en-cours			
45...	Opérations pour compte de tiers			
481	Charges à répartir sur plusieurs exercices		2 829,60	2 829,60
3...	Stocks			
Recettes d'investissement - Total			26 240,17	26 240,17

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE

0,00

+

AFFECTATION AUX COMPTES 106

43 480,33

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES

69 720,50

SECTION D'EXPLOITATION - DEPENSES

Chap. / Art.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	73 690,00	70 165,87			3 524,13
6061	Fournitures non stockables (eau, éner	5 000,00	3 459,76			1 540,24
6063	Fournitures d'entretien et de petit équi	5 000,00	8 030,81			-3 030,81
6068	Autres matières et fournitures	3 000,00	109,33			2 890,67
6135	Locations mobilières	1 000,00	1 656,62			-656,62
61523	Réseaux	6 400,00	6 669,05			-269,05
61528	Autres	16 440,00	13 518,50			2 921,50
617	Etudes et recherches	7 000,00	4 577,50			2 422,50
6225	Indemnités au comptable et aux régis	550,00	550,00			
6228	Divers	500,00	508,50			-8,50
6236	Catalogues et imprimés	200,00	289,00			-89,00
6238	Divers	200,00				200,00
627	Services bancaires et assimilés	400,00	251,25			148,75
6282	Frais de gardiennage	12 000,00	14 690,55			-2 690,55
63512	Taxes foncières	16 000,00	15 855,00			145,00
012	Charges de personnel et frais assim	91 750,00	90 301,31			1 448,69
6332	Cotisations versées au FNAL	400,00	317,78			82,22
6336	Cotisations au centre national et CNFP	1 800,00	1 620,52			179,48
6413	Primes et gratifications	63 550,00	63 547,53			2,47
6451	Cotisations à l'URSSAF	20 000,00	19 572,65			427,35
6453	Cotisations aux caisses de retraite	3 000,00	2 668,96			331,04
6454	Cotisations aux ASSEDIC	3 000,00	2 573,87			426,13
014	Atténuations de produits					
65	Autres charges de gestion courante					
66	Charges financières	8 900,00	6 192,96	2 589,65		117,39
66111	Intérêts réglés à l'échéance	9 200,00	9 074,64			125,36
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE					
	ICNE de l'exercice N	2 600,00		2 589,65		10,35
	ICNE de l'exercice N-1	-2 900,00	-2 881,68			-18,32
67	Charges exceptionnelles	10,00	9,09			0,91
673	Titres annulés (sur exercices antérieur	10,00	9,09			0,91
68	Dotations aux amortissements, dépr					
69	Impôts sur les bénéfices et assimilé					
022	Dépenses imprévues					
TOTAL DES OPERATIONS REELLES		174 350,00	166 669,23	2 589,65	0,00	5 091,12
023	Virement à la section d'investissemen	156 004,00				
042	Opérations d'ordre de transfert entr	26 430,00	26 240,17			189,83
6811	Dot.aux amort.des immo.incorporelles &	23 580,00	23 410,57			169,43
6812	Dot.aux amort. charges d'exploitation à	2 850,00	2 829,60			20,40
043	Opérations d'ordre à l'Intérieur de la					
TOTAL DES OPERATIONS D'ORDRE		182 434,00	26 240,17	0,00	0,00	189,83
TOTAL DEPENSES D'EXPLOITATION = DEPENSES REELLES + D'ORDRE		356 784,00	192 909,40	2 589,65	0,00	5 280,95
Pour information D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1			0,00			

SECTION D'EXPLOITATION - DEPENSES

Chap. / Art.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	

Détail du calcul des ICNE au compte 66112

Montant des ICNE de l'exercice	2 589,65
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	-2 881,68
= Différence ICNE N - ICNE N-1	-292,03

SECTION D'EXPLOITATION - RECETTES

Chap. / Art.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges					
70	Produits des services, domaine et v	111 550,00	109 979,53			1 570,47
701	Ventes de produits finis et intermédiaire	111 550,00	109 979,53			1 570,47
74	Subventions d'exploitation					
75	Autres produits de gestion courante	86 000,00	93 362,12			-7 362,12
751	Redevances concessions, brevets, li	71 000,00	77 507,12			-6 507,12
7588	Autres	15 000,00	15 855,00			-855,00
76	Produits financiers					
77	Produits exceptionnels	157 849,00				157 849,00
774	Subventions exceptionnelles	157 849,00				157 849,00
78	Reprises sur amortissements, dépré					
TOTAL DES RECETTES REELLES		355 399,00	203 341,65	0,00	0,00	152 057,35
042	Opérations d'ordre de transfert entr	1 385,00	1 371,41			13,59
777	Quote-part des subv. d'inv. transf. au cp	1 385,00	1 371,41			13,59
043	Opérations d'ordre à l'intérieur de la					
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		1 385,00	1 371,41	0,00	0,00	13,59
TOTAL RECETTES D'EXPLOITATION = RECETTES REELLES + D'ORDRE		356 784,00	204 713,06	0,00	0,00	152 070,94
Pour information R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1			0,00			

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N - ICNE N-1	0,00

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES

Chap. / Art.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
20	Immobilisations incorporelles (hors	35 000,00			35 000,00
2031	Frais d'études	35 000,00			35 000,00
21	Immobilisations corporelles (hors o	36 712,00	12 030,73		24 681,27
2118	Autres terrains	2 500,00			2 500,00
2131	Bâtiments	15 000,00			15 000,00
2153	Installations à caractère spécifique	12 700,00	10 518,73		2 181,27
2188	Autres	6 512,00	1 512,00		5 000,00
22	Immobilisations reçues en affectat				
23	Immobilisations en cours (hors op				
Total des dépenses d'équipement		71 712,00	12 030,73	0,00	59 681,27
10	Dotations, fonds divers et réserves				
13	Subventions d'investissement reçu				
16	Emprunts et dettes assimilés	21 000,00	20 679,63		320,37
1641	Emprunts en euros	21 000,00	20 679,63		320,37
18	Compte de liaison : affectation (BA,				
26	Participations et créances ratt. à de				
27	Autres immobilisations financières				
020	Dépenses imprévues				
Total des dépenses financières		21 000,00	20 679,63	0,00	320,37
Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES REELLES		92 712,00	32 710,36	0,00	60 001,64
040	Opération d'ordre transfert entre se	1 385,00	1 371,41		
	Reprise sur autofinancement antér	1 385,00	1 371,41		13,59
13913	Départements	285,00	281,60		3,40
13917	Budget communautaire et fonds stru	1 100,00	1 089,81		10,19
041	Opérations patrimoniales				
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		1 385,00	1 371,41	0,00	13,59
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT = DEPENSES REELLES + D'ORDRE		94 097,00	34 081,77	0,00	60 015,23
Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1		131 816,63			

SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES

Chap. / Art.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
13	Subventions d'investissement reçu				
16	Emprunts et dettes assimilés (sf 1				
20	Immobilisations incorporelles (sf 2				
21	Immobilisations corporelles				
22	Immobilisations reçues en affectat				
23	Immobilisations en cours				
Total des recettes d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et reserves	43 480,00	43 480,33		-0,33
1068	Autres réserves	43 480,00	43 480,33		-0,33
165	Dépôts et cautionnements reçus				
18	Compte de liaison : affectation (BA,				
26	Participations et créances ratt. à de				
27	Autres immobilisations financières				
Total des recettes financières		43 480,00	43 480,33	0,00	-0,33
Total des recettes d'opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES		43 480,00	43 480,33	0,00	-0,33

021	Virement de la section de fonctionn	156 004,00			
040	Opérations d'ordre de transfert ent	26 430,00	26 240,17		189,83
28031	Amortissements des frais d'études	1 340,00	1 339,00		1,00
2807	Fonds commercial	5 100,00	5 086,51		13,49
28121	Terrains nus	170,00	166,67		3,33
28128	Autres terrains	6 350,00	6 312,90		37,10
28131	Bâtiments	6 500,00	6 465,47		34,53
28153	Installations à caractère spécifique	1 150,00	1 121,45		28,55
28183	Matériel de bureau et matériel informat	1 450,00	1 433,47		16,53
28184	Mobilier	470,00	468,07		1,93
28188	Autres	1 050,00	1 017,03		32,97
4816	Frais d'émission des emprunts	2 850,00	2 829,60		20,40
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION		182 434,00	26 240,17	0,00	189,83
041	Opérations patrimoniales				
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		182 434,00	26 240,17	0,00	189,83

TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT = RECETTES REELLES + D'ORDRE		225 914,00	69 720,50	0,00	189,50
--	--	------------	-----------	------	--------

Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1	0,00
--	------

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE CASTELJALOUX**

SÉANCE DU 09 MARS 2022

Le neuf mars deux mille vingt-deux à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de la Commune de CASTELJALOUX à la suite de la convocation du 03 mars 2022, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances en session ordinaire, sous la présidence de Madame Julie CASTILLO, Maire.

Présents : Mme CASTILLO, Maire, M. DUCASSE, Mme GIRARD, M. MARQUET, Mme MONTIGNY-CAPIES, M. DOUCET, Mme ARMELLINI, M. LAFARGUE, Mme DA COSTA FREITAS, M. ARZENTON, M. GARBAY, Mme DE BRITO, M. REMAUT, Mme COSTA, M. DUBOUILH, Mme OUCHENE, M. PAGA, Mme SAUX, Mme TAUZIN, Mme ESQUERRA, M. VERWEIRE, Mme VENUTO, M. LAJUS.

Absents ayant donné pouvoir : M. LANZUTTI a donné pouvoir à Mme CASTILLO, M. DURRIEU a donné pouvoir à M. DUCASSE.

Absents : Mme MOLINIE-PONTHOREAU, Mme TOUTAIN

Secrétaire de séance M. DUCASSE.

Objet : N° 003/2022 - Affectation du résultat 2021 sur le BP 2022 – Budget ville et annexes

Rapporteur : monsieur Marquet

-BUDGET VILLE :

L'excédent de fonctionnement et le déficit d'investissement à affecter au BP 2022, comme suit :

A) Excédent de fonctionnement au 31/12/2021 Compte 1068 « excédents de fonctionnement » en recettes d'investissement Compte recettes de fonctionnement 002 Résultat reporté	+ 1 728 136,43 € - 684 385,07 € + 1 043 751,36 €
B) Déficit d'investissement au 31/12/2021 Compte dépenses d'investissement 001 solde d'exécution négatif reporté	- 12 274,07 € - 12 274,07 €

AR Prefecture

047-214700528-20220309-2022D_134-DE
Reçu le 16/03/2022
Publié le 16/03/2022

-BUDGET CAMPING MUNICIPAL :

Le déficit d'exploitation et l'excédent d'investissement à affecter au BP 2022, comme suit :

A) Déficit de fonctionnement au 31/12/2021 Compte 1068 « excédents de fonctionnement » en recettes d'investissement	- 6 086.08 € - 6 086.08 €
Compte dépenses de fonctionnement 002 Résultat négatif reporté	
A) Excédent d'investissement au 31/12/2021 Compte recettes d'investissement 001 solde d'exécution positif reporté	+ 13 957.25 € + 13 957.25 € €

-BUDGET COMPLEXE TOURISTIQUE :

L'excédent d'exploitation et le déficit d'investissement à affecter au BP 2022, comme suit :

A) Excédent de fonctionnement au 31/12/2021 Compte 1068 « excédents de fonctionnement » en recettes d'investissement	+ 9 214.01 € + 9 214.01 €
Compte recettes de fonctionnement 002 Résultat reporté	-
B) Déficit d'investissement au 31/12/2021 Compte dépenses d'investissement 001 solde d'exécution négatif reporté	- 96 177.90 € - 96 177.90 €

Madame le Maire propose d'adopter l'affectation des résultats 2021 sur les budgets primitifs 2022 de la ville et des budgets annexes.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité
Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations.

Le Maire,

Julie CASTILLO



**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE CASTELJALOUX**

SÉANCE DU 09 MARS 2022

Le neuf mars deux mille vingt-deux à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de la Commune de CASTELJALOUX à la suite de la convocation du 03 mars 2022, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances en session ordinaire, sous la présidence de Madame Julie CASTILLO, Maire.

Présents : Mme CASTILLO, Maire, M. DUCASSE, Mme GIRARD, M. MARQUET, Mme MONTIGNY-CAPIES, M. DOUCET, Mme ARMELLINI, M. LAFARGUE, Mme DA COSTA FREITAS, M. ARZENTON, M. GARBAY, Mme DE BRITO, M. REMAUT, Mme COSTA, M. DUBOUILH, Mme OUCHENE, M. PAGA, Mme SAUX, Mme TAUZIN, Mme ESQUERRA, M. VERWEIRE, Mme VENUTO, M. LAJUS.

Absents ayant donné pouvoir : M. LANZUTTI a donné pouvoir à Mme CASTILLO, M. DURRIEU a donné pouvoir à M. DUCASSE.

Absents : Mme MOLINIE-PONTHOREAU, Mme TOUTAIN

Secrétaire de séance M. DUCASSE.

Objet : N° 004/2022 - Rapport d'orientations budgétaires 2022

Rapporteur : madame Castillo

L'article L. 2312-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT) dispose que dans les communes de 3 500 habitants et plus, un débat ait lieu au Conseil municipal sur les orientations générales du budget, sur les engagements pluriannuels, ainsi que sur la structure et la gestion de la dette dans un délai de 2 mois précédant l'examen de celui-ci. Ce débat doit permettre au Conseil municipal d'échanger sur les orientations budgétaires qui préfigurent les priorités qui seront affichées dans le budget primitif.

1- Eléments de contexte économique

1-1 Au plan national et international

Dès le troisième trimestre 2021, l'activité économique a retrouvé son niveau d'avant-crise. La croissance du PIB attendue pour 2021 serait de 6,7 %, puis de 3,6 % en 2022 et 2,2 % en 2023, puis 1,4 % en 2024. Cette dynamique est perturbée néanmoins sur la fin 2021 et le début 2022 par des difficultés d'approvisionnement et par la reprise épidémique.

Avec les fortes hausses des produits de l'énergie et des produits manufacturés, l'inflation atteint un pic au quatrième trimestre 2021, puis baisserait progressivement en 2022 pour repasser sous la barre des 2 %. En 2022 et 2023, les hausses de prix des produits manufacturés redeviendraient faibles. Cependant, la hausse des salaires liée à une bonne dynamique du marché du travail maintiendrait notamment une inflation sur ces deux années à 1,7 %, ce qui est supérieur au niveau d'avant-crise. Cette dynamique de crise n'entamerait pas la progression du pouvoir d'achat et les marges des entreprises, qui s'établiraient à un niveau comparable à celui d'avant-crise également. En effet, au niveau macro-économique, le pouvoir d'achat des ménages a été préservé, même si cette vision agrégée masque des situations particulières plus dégradées. Après un ralentissement en 2022 lié à la fois à la remontée de l'inflation et à l'arrêt d'un certain nombre de mesures d'urgence, le pouvoir d'achat remonterait en 2022 et 2023, porté par les revenus salariaux.

Au troisième trimestre 2021, la consommation des ménages a été particulièrement dynamique (+5%), notamment dans le domaine de l'hébergement-restauration, suite à la levée des contraintes sanitaires. La consommation marquerait ensuite le pas entre fin 2021 et début

2022, en raison notamment des difficultés d'approvisionnement et de l'incertitude liée à la cinquième vague épidémique. Si ces freins sont levés d'ici là, la consommation retrouverait une trajectoire plus soutenue mi-2022. Par ailleurs, les ménages continueraient de dépenser une partie du surplus d'épargne accumulé pendant la crise sanitaire. Celui-ci a atteint près de 170 milliards d'euros au troisième trimestre 2021. Parmi ces dépenses, les investissements dans le logement neuf ou ancien prendraient une large part.

Concernant les entreprises, leurs revenus et taux de marge ont été préservés par les amortisseurs publics. Ils baissent cependant dans le courant de l'année 2021 et rejoindraient un niveau proche des années 2015-2018. Après un pic historique atteint début 2021, le taux d'investissement des entreprises baisserait légèrement en 2022 et repartirait à la hausse en 2023 et 2024.

En ce qui concerne les finances publiques, elles seraient encore grevées par les mesures de lutte contre la crise sanitaire, les dispositifs de soutien du pouvoir d'achat et le déploiement du plan de relance, avant une amélioration limitée en 2024. En 2021, le solde public resterait dégradé à -7,6 % du PIB, en raison du maintien des mesures d'urgence et de la montée en charge des mesures de relance. Le taux de prélèvements obligatoires, après une hausse en 2020, passerait de 44,5 % à 43,5 % du PIB en 2021, du fait des mesures de baisse de prélèvements déjà votées : dégrèvement de la taxe d'habitation, réduction du taux de l'impôt sur les sociétés, diminution des impôts de production dans le cadre de France Relance. Les dépenses publiques continueraient à croître fortement en 2021, de 4,2 % en valeur. Malgré le déficit public élevé, et grâce au rebond du PIB, le ratio de la dette publique sur PIB diminuerait légèrement, passant de 115 % en 2021 à 113,6 % en 2021.

La Banque de France prend soin de préciser que ces projections restent évidemment dépendantes de l'évolution de la situation sanitaire.

1-2 Au plan local

La base de loisirs a enregistré 74 443 entrées, contre 82 392 entrées en 2020. On dénombre 47 185 entrées payantes en 2021, contre 60 213 en 2020. Cette baisse s'explique par une météorologie estivale mitigée.

La piscine municipale a enregistré 4 411 entrées, contre 9 203 en 2019.

L'établissement thermal et le casino ont été contraints de fermer leurs portes pendant une longue période. L'année 2021 ne permet donc pas de faire de comparaisons avec les années précédentes.

Malgré les contraintes sanitaires, le commerce de centre bourg a conservé son dynamisme.

Le secteur du bâtiment et des travaux publics maintient un niveau d'activité très soutenu, mais rencontre d'importantes difficultés de recrutement.

Le secteur industriel reste très dynamique (Steico, Knauff, Schott Sfam).

Tous secteurs confondus, plus de 400 offres d'emploi ont été proposées ces derniers mois sur la commune et ses environs, dont près de 300 au futur Center Parcs.

2- La loi de finances 2022 et les collectivités locales

A compter du 1^{er} janvier 2022, de nombreuses mesures concernant les collectivités locales sont entrées en vigueur.

La taxe d'habitation est en passe d'être totalement supprimée pour les résidences principales. 80 % des foyers sont déjà exonérés. Les 20 % restants ont bénéficié d'une exonération de 30 % en 2021, qui sera portée à 65 % en 2022, avant d'être totalement supprimée en 2023. La perte des produits de la taxe d'habitation est compensée pour les collectivités. Depuis 2021, elles reçoivent de nouvelles ressources de substitution :

- Les communes perçoivent la part de la taxe foncière sur les propriétés bâties jusqu'alors perçues par les départements. Un coefficient correcteur vient neutraliser les écarts de compensation liés au transfert.
- Les EPCI à fiscalité propre se voient attribuer une fraction de TVA en lieu et place de la taxe d'habitation.
- Pour les départements, la perte de taxe sur le bâti foncier transféré aux communes est compensée par une fraction de la TVA.

AR Prefecture

047-214700528-20220309-2022D__135-DE

Reçu le 16/03/2022

Publié le 16/03/2022

Depuis la loi de finances pour 2018, le coefficient de revalorisation forfaitaire des valeurs locatives relève d'un calcul et non plus d'une fixation par amendement parlementaire. Il correspond au glissement annuel de l'indice des prix à la consommation harmonisé (ICPH) constaté au mois de novembre précédent. Cette revalorisation de la base de calcul de la taxe foncière et de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères augmentera de 3,4%. Elle concernera aussi la base de calcul de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires.

Les dispositifs de soutien aux territoires fragiles sont prorogés d'une année supplémentaire, jusqu'au 31 décembre 2023. C'est notamment le cas des zones de revitalisation rurales (ZRR), dont la commune bénéficie. L'ensemble de ces zonages concerne environ 60 % des communes françaises.

Les dotations de soutien à l'investissement que sont la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR), la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL), la dotation de soutien à l'investissement des départements (DSID), et la dotation politique de la ville (DPV) sont maintenues à un niveau de 2,3 milliards d'euros, dont 500 millions d'euros au titre des dotations de soutien prévues au plan de relance. La DSIL fera notamment l'objet d'un abondement exceptionnel de 337 millions d'euros (reliquats non utilisés des fonds européens), afin de financer les contrats de transition écologique (CRTE) ou encore par le biais d'une enveloppe de 20 millions d'euros réservée à la protection de la biodiversité.

Une enveloppe de 650 millions d'euros a été fléchée sur la rénovation thermique des bâtiments publics des communes et établissements publics de coopération intercommunale (EPCI), de métropole, des départements d'outre-mer et des collectivités d'outre-mer et un montant de 300 millions d'euros a été fléché sur la rénovation thermique des bâtiments des départements.

Pour la DSIL rénovation énergétique, l'article L.2334-42-C du CGCT précise que sont éligibles à cette dotation, toutes les communes et tous les EPCI à fiscalité propre, la métropole de Lyon et les syndicats intercommunaux ayant signé un contrat avec le représentant de l'État pour les projets les plus pertinents. Pour la DSID rénovation énergétique : les départements et la métropole de Lyon.

3- Analyse rétrospective (compte administratif)

3-1 L'année 2021 en chiffres et en perspective

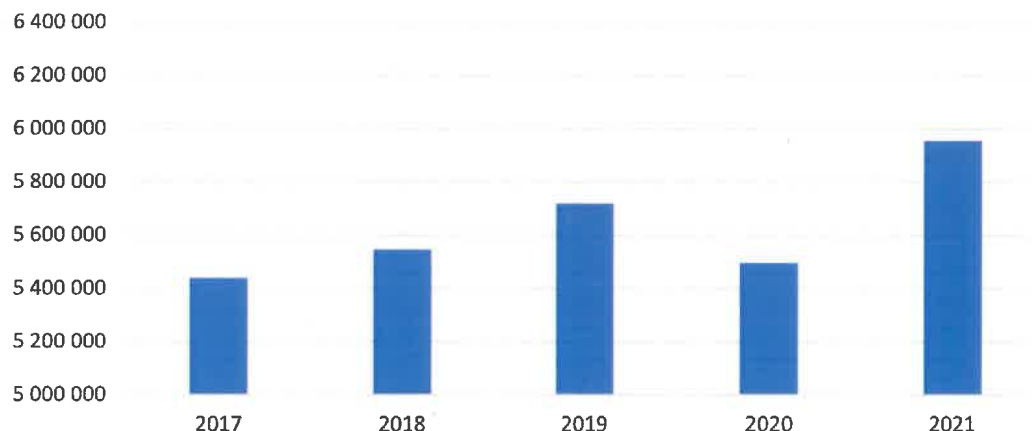
Les dépenses totales de l'exercice (hors restes à réaliser) s'élèvent à 7 577 999 euros et les recettes totales à 9 293 861 euros.

a) Des dépenses réelles de fonctionnement en augmentation

En 2021, les dépenses réelles de fonctionnement s'élèvent à 5 954 423 euros, soit une augmentation en valeur absolue de 458 719 euros par rapport à 2020 (+ 8,3 %) et de 235 857 euros par rapport à 2019 (+ 4,1 %) :

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Dépenses réelles de fonctt	5 233 036	5 439 281	5 546 769	5 718 566	5 495 704	5 954 423

Dépenses réelles de fonctionnement



Par rapport à 2020, les charges de personnel et assimilées ont enregistré une hausse de 4,2 % (+ 145 799 euros), pour atteindre 3 592 280 euros. Cette progression s'explique essentiellement par trois facteurs. Il y a tout d'abord le glissement-vieillesse-technicité (GVT), par lequel la progression de l'ancienneté et de la qualification des agents se traduit par une hausse des rémunérations. Le deuxième facteur trouve son origine dans la crise sanitaire. Les services publics municipaux ont été très mobilisés, particulièrement dans le secteur de l'enfance. Pour faire face, il a fallu procéder à des recrutements d'agents contractuels. Enfin, à un niveau plus marginal, certaines dépenses, comme la communication, ont été « internalisées » : la commune a procédé à des recrutements dans des domaines où elle réglait autrefois des prestations de service extérieures.

Le taux des charges de personnel et assimilées atteint 60,3 % des dépenses réelles de fonctionnement, alors qu'il atteignait 62,7 % en 2020. Cette diminution en valeur relative s'explique par une augmentation des charges globales de fonctionnement plus forte que celle de la masse salariale.

Le niveau élevé de la masse salariale par rapport à la moyenne nationale (55,77 % en 2020) s'explique par une offre de services publics importante et par la volonté municipale de ne pas déléguer ces missions au secteur privé. Avec la crise sanitaire, les moyens humains affectés aux missions de service public ont fait la démonstration de leur pertinence, particulièrement auprès des administrés fragilisés. Il s'explique également par la faiblesse des transferts de compétences à la communauté de communes.

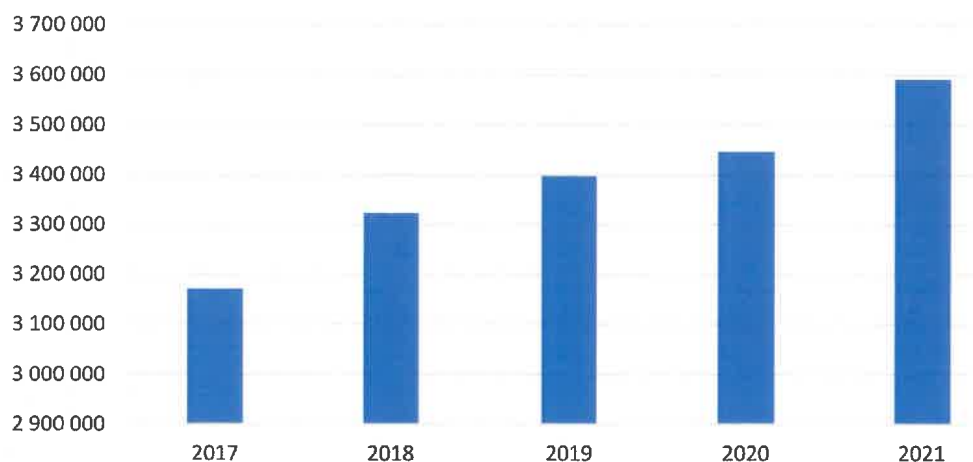
	2017	2018	2019	2020	2021
Charges de personnel et assimilées	3 170 696	3 323 526	3 397 095	3 446 481	3 592 280

AR Prefecture

047-214700528-20220309-2022D_135-DE

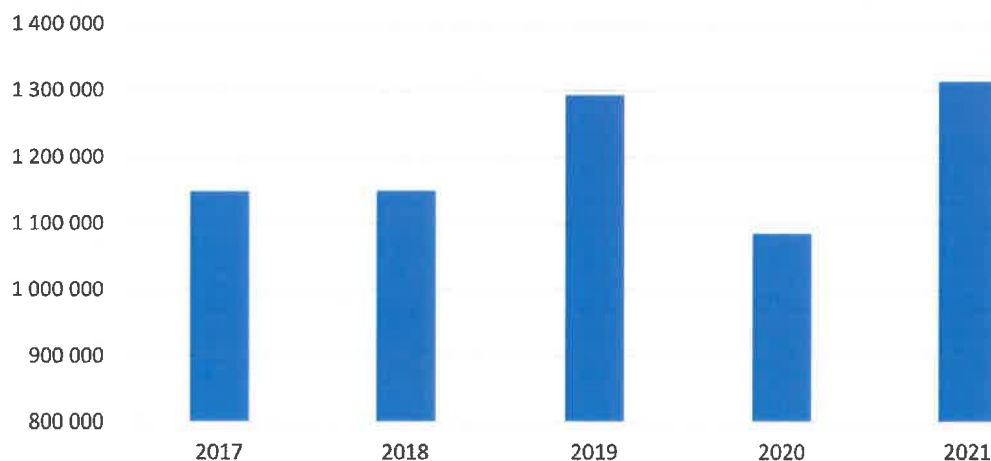
Reçu le 16/03/2022

Publié le 16/03/2022

Charges de personnel et assimilées

En 2021, les charges à caractère général s'élèvent à 1 313 806 euros, ce qui représente une hausse de 229 256 euros par rapport à 2020 et de 20 815 euros par rapport à 2019 (+ 1,6 %) :

	2017	2018	2019	2020	2021
Charges à caractère général	1 148 257	1 149 378	1 292 991	1 084 550	1 313 806

Charges à caractère général

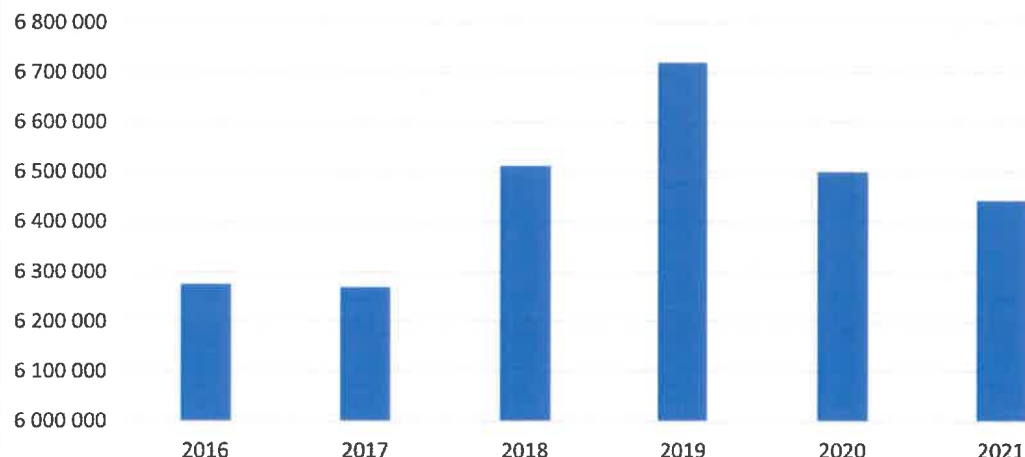
Les dépenses de charges à caractère général ont retrouvé peu ou prou leur niveau de 2019.

b) Baisse sensible des recettes réelles de fonctionnement

Comme on pouvait s'y attendre dans le contexte actuel, les recettes réelles de fonctionnement affichent une baisse sensible. Elles sont en retrait de 55 733 euros, soit une diminution de 0,8 %, alors qu'elles étaient sur une dynamique haussière forte avant la crise sanitaire :

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Recettes réelles de fonctionnement	6 275 222	6 268 665	6 511 718	6 719 757	6 499 174	6 443 441

Recettes réelles de fonctionnement



Cette baisse des recettes est principalement imputable au prélèvement sur le produit brut des jeux du casino, qui s'établit à 333 665 euros, contre 589 341 euros en 2020 et 782 086 euros en 2019.

c) Les dépenses d'investissement

En 2021, les dépenses réelles d'investissement s'élèvent à 1 214 691 euros. Les restes à réaliser s'élèvent à 939 789 euros et concernent notamment les aménagements urbains, qui ont été différés en raison de la crise sanitaire.

d) Evolution des soldes de gestion

L'épargne brute (ou autofinancement brut) mesure l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Elle est affectée à la couverture d'une partie des dépenses d'investissements, notamment le remboursement de la dette et le financement des équipements. Cette épargne brute diminue de moitié en 2021, passant de 1 003 470 euros à 489 019 euros en 2021. Cette baisse est la conséquence de la fermeture du casino durant plusieurs mois.

Il est généralement admis qu'un taux d'épargne brute (épargne brute/recettes réelles de fonctionnement) situé entre 8% et 15 % est satisfaisant. Dans le contexte de la crise sanitaire, ce taux ne s'élève plus qu'à 7,6 % en 2021, contre 15,4 % en 2020.

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Recettes réelles de fonctionnement	6 275 222	6 268 665	6 511 718	6 719 757	6 499 174	6 443 441
Dépenses réelles de fonctionnement	5 233 036	5 439 281	5 546 769	5 718 566	5 495 704	5 954 422
Epargne brute	1 042 186	829 384	964 949	1 001 191	1 003 470	489 019

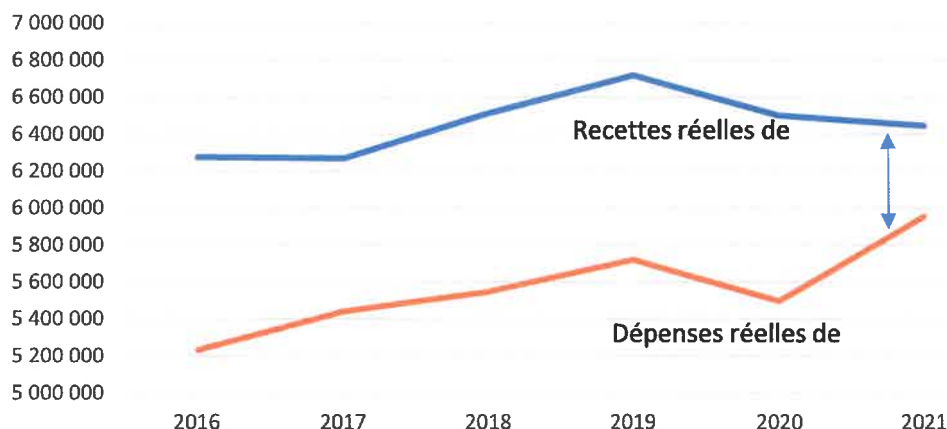
AR Prefecture

047-214700528-20220309-2022D_135-DE

Reçu le 16/03/2022

Publié le 16/03/2022

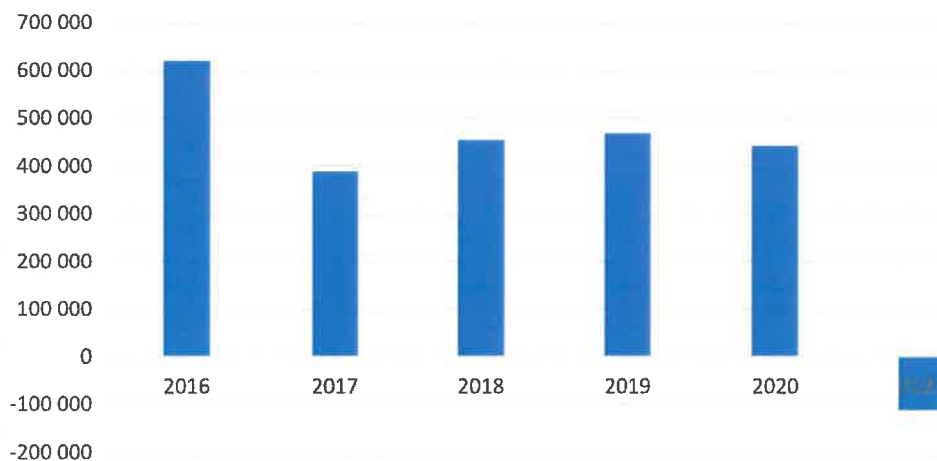
Evolution de l'autofinancement brut



L'épargne nette donne l'autofinancement disponible après remboursement du capital de la dette. En 2020, l'épargne nette s'élevait à 442 782 euros. En 2021, elle devient négative, à -112 657 euros. Comme en 2020, on observe que l'épargne brute et l'épargne nette sont amputées d'une part des recettes de prélèvement sur le produit brut des jeux du casino :

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Epargne nette	620 068	388 962	454 949	469 137	442 782	-112 657

Epargne nette



Indicateur de solvabilité essentiel de la collectivité, la capacité de désendettement mesure la capacité de la commune à rembourser sa dette. Plus précisément, elle donne le nombre d'années dont aurait besoin la collectivité pour rembourser l'intégralité de son encours de dette, en supposant qu'elle y consacre toutes ses ressources disponibles. La capacité de désendettement de la commune s'élève en 2021 à 12 années, ce qui marque une dégradation par rapport aux années précédentes, sans que ce niveau soit pour autant alarmant. En l'absence de nouveau confinement en 2022, la situation devrait très vite se redresser.

3-2 L'année 2021 sous l'angle des opérations d'investissements programmées au BP

➤ Cadre de vie

La requalification de la place Gambetta a débuté au mois de novembre. Cette première tranche de travaux, dont le montant approche 1,2 millions d'euros (hors réseaux AEP et assainissement), s'achèvera au mois de juin 2022.

L'éclairage public a été étendu impasse de la Queille.

Deux passerelles sur l'Avance (église et pont du Printemps) ont été restaurées.

➤ *Voiries et réseaux*

Les extensions de réseaux suivantes ont été réalisées, pour un montant total de 37 000 euros :

- Chemin des Chênes (route de Bordeaux- AEP),
- Rue d'Auba (AEP et assainissement, électricité),
- Chemin de Meynier (électricité)
- Rue des Abeilles (électricité)

➤ *Sécurité*

Les investissements de sécurité routière ont débuté comme prévu. Des coussins berlinois ont été implantés route de Villefranche du Queyran, pour un montant de près de 8 000 euros. Le Conseil départemental a réalisé des plateaux et une écluse sur l'avenue Carcins, route de Bordeaux. Un dispositif d'écluses et de chicanes est en cours d'expérimentation rue des Abeilles.

Dans le cadre de la défense incendie de la commune, l'ensemble des poteaux incendie a été cartographié et leur débit a été contrôlé.

Un poteau incendie a été implanté sur la zone d'activité de Belloc.

➤ *Enfance jeunesse*

La construction du city stade a dû être reportée.

Au sein de la cuisine centrale de l'école Samazeuilh, plusieurs équipements ont été renouvelés, comme prévu : lave-vaisselle, armoire froide, adoucisseur, sèche linge.

➤ *Culture et communication*

Les poutres du beffroi de l'église ont travaillé et ont rompu l'équilibre des forces qui s'exercent lorsque les cloches sont actionnées. Les travaux de réfection qui étaient prévus en 2021 n'ont pu encore avoir lieu en raison du plan de charge des entreprises. Ils sont reportés au premier semestre 2022. L'enveloppe prévue a été reportée.

La bibliothèque municipale a été repeinte et décorée en régie.

➤ *Bâtiments communaux*

Les travaux inscrits au programme pluriannuel de l'agenda d'accessibilité ont dû être également reportés, dans l'attente du cahier des charges que le cabinet missionné n'a pu achever dans les temps.

Les toitures de la maison du Roy et de Castel'O Jeunes ont été refaites pour un montant total de près de 100 000 euros.

Les éclairages de plusieurs bâtiments communaux ont été convertis à la technologie led.

➤ *Equipements sportifs*

Un enrouleur a été remplacé au stade. Des abris pour joueurs et arbitres ont été montés sur le terrain de football. La main courante a été prolongée.

Les terres battues des courts de tennis ont été refaites.

A la piscine, les travaux de réparation d'étanchéité du réseau d'alimentation d'eau ont été réalisés. Une gaine technique a été créée à cette occasion. Le dispositif de chloration a également fait l'objet d'une mise aux normes.

➤ *Equipements des services municipaux*

En informatique, les investissements en matériels et logiciels pour la mairie et les écoles ont été engagés comme prévu. Le nouveau logiciel des services techniques a été intégralement subventionné, pour un montant de 11 200 euros. Pour les années à venir, il est prévu de renouveler une partie du parc informatique et d'effectuer la migration vers le système d'exploitation Windows 11.

4- Analyse rétrospective des budgets annexes

4-1 Camping de la piscine

Le compte administratif du budget annexe du camping de la piscine affiche un montant de dépenses réelles d'exploitation de 44 162 euros en 2021, contre 52 371 euros en 2020.

Les recettes réelles d'exploitation s'établissent à 43 546 euros, contre 30 726 euros en 2020 et 58 688 euros en 2019.

Il n'existe plus de dette sur ce budget annexe.

4-2 Complexe touristique

Les dépenses réelles d'exploitation de la base de loisirs ont atteint 169 258 euros en 2021, contre 137 734 euros en 2020 et 199 453 euros en 2019.

Les recettes réelles d'exploitation se sont élevées à 203 341 euros, contre 224 154 euros en 2020, soit une diminution de 10,2 %. Les recettes comprennent les entrées à hauteur de 109 979 euros et des redevances et loyers à hauteur de 93 362 euros.

5- Les orientations budgétaires pour 2022

5-1 Investissements

Les investissements se concentreront pour l'essentiel sur les aménagements urbains. La requalification de la place Gambetta actuellement en cours constitue la tranche la plus importante du projet de rénovation du centre bourg. La deuxième phase concernera le pourtour de l'église Notre-Dame et doit débiter en hiver 2023, pour un montant prévisionnel de 825 000 euros hors taxes.

Pour faire face au très fort dynamisme de la construction sur la commune, d'importants travaux d'extensions de réseaux sont prévus en 2022. Une enveloppe prévisionnelle de 95 000€ au moins sera inscrite à cet effet pour les nouveaux projets. Une enveloppe de 55 000€ sera proposée pour le financement d'un city park.

Pour le budget primitif 2022, l'enveloppe prévisionnelle d'investissements (équipements) s'élèvera à environ 2,3 millions d'euros, dont 940 000 euros en reste à réaliser.

En ce qui concerne plus particulièrement les recettes d'investissement prévisionnelles, elles seront composées principalement d'un virement de la section de fonctionnement d'un million d'euros, de subventions d'investissement estimées à 267 000 euros, du fonds de compensation de la TVA pour un montant évaluatif de 52 000 euros, d'une recette prévisionnelle de taxe d'aménagement estimée à 70 000 euros et d'amortissements. Ces recettes seront complétées par un emprunt de 500 000 euros, les taux bancaires offrant encore d'importantes opportunités. Les aménagements urbains étant autofinancés, cet emprunt financera des investissements complémentaires.

L'évolution du besoin de financement (emprunts nouveaux minorés du remboursement en capital de la dette) s'établira comme suit :

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Emprunt nouveau	0	0	0	0	0	0	500 000
Remboursement de capital	431 152	449 177	509 589	535 489	562 204	602 051	589 105
Besoin de financement	-431 152	-449 177	-509 589	-535 489	-562 204	-602 051	- 89 105

5-2 Fonctionnement

Le maintien des services publics reste un objectif prioritaire dans tous les secteurs d'activité : culture (médiathèque, école des musiques, cinéma), social (CCAS, aides sociales), seniors (portage de repas à domicile, transport à la demande, animations), enfance et petite enfance (centre de loisirs, crèche, halte-garderie, relais d'assistantes maternelles), sport (stades, salles de sport, piscine), écoles (activités périscolaires, cuisine centrale), associations (service de soutien, soutien logistique, régime de subventions), loisirs (salle d'animation, programme de manifestations), économie (zone d'activité, accueil d'investissements), etc. L'ensemble de ces services a été adapté aux contraintes de la crise sanitaire.

La maîtrise des dépenses de fonctionnement reste à l'ordre du jour.

Comme dans toute activité de service, les charges de salaire et assimilées constituent le principal poste de dépense de la section de fonctionnement (62,7 % en 2020 et 60,3 % en 2021). La commune a procédé à un recrutement net en 2021. Il convient de rappeler que même à effectif constant, la masse salariale continue de progresser par le jeu du glissement vieillesse technicité (GVT), en raison des avancements d'échelons, des avancements de grade, des changements de cadre d'emplois.

En ce qui concerne l'ensemble des dépenses réelles de fonctionnement, l'objectif consiste à ne pas dépasser une hausse annuelle de 2 % en réalisé.

L'évaluation des recettes de fonctionnement restera difficile en raison du contexte. En effet, les recettes du casino restent tributaires de l'évolution des contraintes liées à la pandémie. Par prudence, une enveloppe prévisionnelle relativement basse sera inscrite.

6- Orientations budgétaires concernant les budgets annexes

6-1 Camping de la piscine

Il n'est pas prévu d'investissements majeurs au camping municipal cette année. Les recettes prévisionnelles resteront basées sur une estimation prudente.

6-2 Complexe touristique

Il n'est pas prévu d'investissement majeur pour la base de loisirs en 2022.

7- La gestion de la dette

Au 31 décembre 2021, le capital restant dû de la dette consolidée s'élève à 5 862 129 euros, ce qui représente un montant par habitant de 1 280 euros, contre 728 euros pour la moyenne de la strate en 2020. Toutefois, comme le souligne la Direction générale des collectivités locales (DGCL), les montants des emprunts dans les communes touristiques sont beaucoup plus importants que ceux de la moyenne des communes de même strate. C'est le cas notamment des villes thermales.

Par ailleurs, il convient de rappeler qu'en raison du caractère touristique de la commune, la population de Casteljaloux est surclassée à 6 300 habitants, en vertu d'un arrêté préfectoral, ce qui signifie qu'en raison de la fréquentation touristique, la population de la commune équivaut à 6 300 habitants permanents.

En 2022, l'annuité de la dette s'élèvera à 661 095 euros, soit 127 000 euros de moins qu'en 2021. Au mois de décembre 2022, le capital restant dû s'élèvera à 5 273 024 euros (hors nouvel emprunt), à 5 773 024 euros si un nouvel emprunt de 500 000 euros est souscrit.

En ce qui concerne la composition de la dette, les emprunts structurés (dont le score Gissler est supérieur à 1 A) ne représentent plus que 7 % du montant total des emprunts souscrits. Il s'agit de crédits Caisse d'Epargne, dont le capital restant dû s'élève à 437 925 euros et classés 4 B. Le reste de la dette est classé 1 A, niveau le plus élevé en terme de sécurité.

Le profil d'extinction de la dette du budget principal est le suivant :

AR Prefecture

047-214700528-20220309-2022D_135-DE

Reçu le 16/03/2022

Publié le 16/03/2022

<i>Année</i>	<i>Capital de départ</i>	<i>Capital</i>	<i>Intérêts</i>	<i>Annuité</i>	<i>Capital restant dû</i>
2022	5 862 129	589 105	71 990	661 095	5 273 024
2023	5 273 024	600 645	61 086	661 731	4 672 379
2024	4 672 379	612 624	49 808	662 433	4 059 754
2025	4 059 754	625 061	38 021	663 083	3 434 693
2026	3 434 693	487 928	25 824	513 753	2 946 764
2027	2 946 764	447 779	17 167	464 947	2 498 984
2028	2 498 984	426 317	9 930	436 247	2 072 667
2029	2 072 667	282 944	4 293	287 237	1 789 722
2030	1 789 722	316 573	3 715	320 288	1 473 149
2031	1 473 149	245 524	3 136	248 661	1 227 624
2032	1 227 624	245 524	2 620	248 145	982 099
2033	982 099	245 524	2 091	247 615	736 574
2034	736 574	245 524	1 568	247 093	491 049
2035	491 049	245 524	1 045	246 570	245 524
2036	245 524	245 524	524	246 049	0

Comme évoqué plus haut, il vous sera proposé de recourir à un emprunt de 500 000 euros pour couvrir les besoins de financement du programme d'investissements (hors aménagements urbains, ceux-ci étant autofinancés) et pour reconstituer des marges de manœuvre budgétaire, altérées suite aux conséquences de la pandémie.

8- La politique fiscale

Pour 2022, il sera proposé une nouvelle fois de ne pas augmenter la fiscalité.

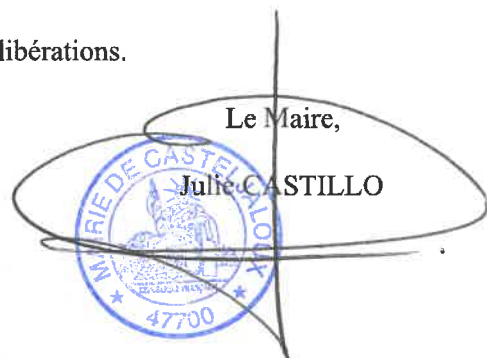
- Taxe d'habitation (pour les foyers encore soumis) : 16,52 %
- Taxe sur le foncier bâti : 49,70 %, dont 27,33 % du Département,
- Taxe sur le foncier non bâti : 59,14 %

Les taux communaux n'ont pas augmenté depuis 2008 et ont baissé de 3 % en 2014. L'assemblée prend acte du rapport d'orientation budgétaire 2022.

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations.

Le Maire,

Julie CASTILLO



**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE CASTELJALOUX**

SÉANCE DU 09 MARS 2022

Le neuf mars deux mille vingt-deux à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de la Commune de CASTELJALOUX à la suite de la convocation du 03 mars 2022, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances en session ordinaire, sous la présidence de Madame Julie CASTILLO, Maire.

Présents : Mme CASTILLO, Maire, M. DUCASSE, Mme GIRARD, M. MARQUET, Mme MONTIGNY-CAPIES, M. DOUCET, Mme ARMELLINI, M. LAFARGUE, Mme DA COSTA FREITAS, M. ARZENTON, M. GARBAY, Mme DE BRITO, M. REMAUT, Mme COSTA, M. DUBOUILH, Mme OUCHENE, M. PAGA, Mme SAUX, Mme TAUZIN, Mme ESQUERRA, M. VERWEIRE, Mme VENUTO, M. LAJUS.

Absents ayant donné pouvoir : M. LANZUTTI a donné pouvoir à Mme CASTILLO, M. DURRIEU a donné pouvoir à M. DUCASSE.

Absents : Mme MOLINIE-PONTHOREAU, Mme TOUTAIN

Secrétaire de séance M. DUCASSE.

Objet : N° 005/2022 - Echange de terrains entre la commune et M. Gatinaud

Rapporteur : madame Castillo

La commune a été saisie par monsieur Gatinaud d'une demande d'échange de parcelles sur le site du golf.

L'échange concernerait une bande de terrain à détacher de la parcelle communale cadastrée section K n° 194 et une bande de terrain à détacher de la parcelle de monsieur Gatinaud cadastrée section K n° 346, telles qu'elles figurent sur le plan annexé au rapport. La contenance des deux détachements de parcelles étant identique (12 500 m²), aucune soulte ne serait à verser par l'une ou l'autre des parties.

Cette opération est destinée à réaliser une piste cyclable longeant la RD 933, en contrebas du golf. Cette piste reliera le village vacances Center Parcs à la commune. Une fois cet échange entériné, la commune rétrocèdera sous une forme qui reste à définir la parcelle échangée au Conseil départemental, ou à la communauté de communes. Considérant l'intérêt touristique de cette réalisation, Madame le Maire propose d'y réserver une suite favorable.

Madame le Maire précise que le pôle d'évaluation domaniale de la direction générale des finances publiques, sollicité, a fixé la valeur vénale de chacune des deux emprises de terrain à 62 000 euros.

En outre, la commune étant titulaire d'un bail emphytéotique signé avec les époux Gatinaud le 31 octobre 1987 sur cette emprise, il conviendra d'adapter concomitamment par avenant les parcelles désignées au bail.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu l'évaluation des domaines,

AR Prefecture

047-214700528-20220309-2022D_136-DE

Reçu le 16/03/2022

Publié le 16/03/2022

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

- D'échanger une partie de la parcelle cadastrée section K n° 346 d'une superficie de 12 500 m², appartenant à monsieur Gatinaud, contre une partie de la parcelle cadastrée section K n° 194 d'une superficie de 12 500 m² appartenant à la commune, situées route de Mont-de-Marsan et de convenir que cet échange ait lieu sans versement de soulte, les terrains échangés ayant la même valeur, à savoir 62 000 euros,
- D'autoriser madame le Maire à signer toutes pièces et actes nécessaires à la réalisation de cet échange,
- D'autoriser madame le Maire à signer un avenant au bail emphytéotique du 31 octobre 1987 intervenu entre la commune les époux Gatinaud en vue d'acter la modification induite par cet échange de parcelles.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations.

Le Maire,

Julie CASTILLO

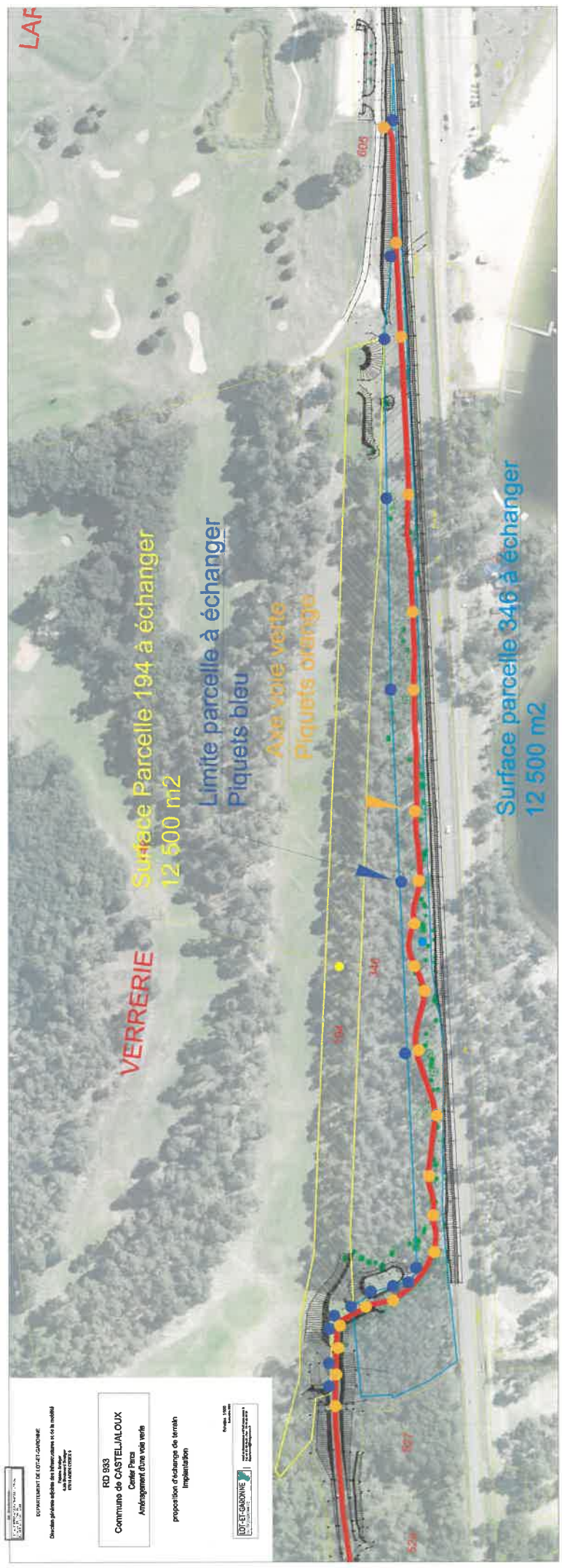


RD 933

Commune de CASTELJALOUX
Centre Paris
Arrangement d'une voie verte

proposition d'échange de terrain
implantation

RD 933
Commune de CASTELJALOUX
Centre Paris
Arrangement d'une voie verte



**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE CASTELJALOUX**

SÉANCE DU 09 MARS 2022

Le neuf mars deux mille vingt-deux à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de la Commune de CASTELJALOUX à la suite de la convocation du 03 mars 2022, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances en session ordinaire, sous la présidence de Madame Julie CASTILLO, Maire.

Présents : Mme CASTILLO, Maire, M. DUCASSE, Mme GIRARD, M. MARQUET, Mme MONTIGNY-CAPIES, M. DOUCET, Mme ARMELLINI, M. LAFARGUE, Mme DA COSTA FREITAS, M. ARZENTON, M. GARBAY, Mme DE BRITO, M. REMAUT, Mme COSTA, M. DUBOUILH, Mme OUCHENE, M. PAGA, Mme SAUX, Mme TAUZIN, Mme ESQUERRA, M. VERWEIRE, Mme VENUTO, M. LAJUS.

Absents ayant donné pouvoir : M. LANZUTTI a donné pouvoir à Mme CASTILLO, M. DURRIEU a donné pouvoir à M. DUCASSE.

Absents : Mme MOLINIE-PONTHOREAU, Mme TOUTAIN

Secrétaire de séance M. DUCASSE.

Objet : N° 006/2022 - Cession d'une parcelle « Coste de Bacoue »

Rapporteur : monsieur Marquet

La commune a été saisie par la société CTAI d'une demande d'acquisition d'une parcelle communale située derrière son établissement, sur la zone d'activité de la « Coste de Bacoue ».

Il s'agit pour l'entreprise de constituer une réserve foncière destinée à faire face à une croissance de son activité ou à répondre à des besoins logistiques.

Ce terrain nu, à détacher de la parcelle section AS n°60, mesure 965 m² pour la partie classée en zone UX (constructions industrielles, artisanales, commerciales ou de service). Cette parcelle a été estimée par le pôle d'évaluation domaniale de la direction générale des finances publiques (DGFIP) à 13 500 euros nets vendeur, avec une marge d'appréciation de 15 %.

Pour des raisons pratiques, Madame le Maire propose d'inclure à la cession, pour le même prix, la zone naturelle non constructible située dans le prolongement de la parcelle à détacher, au bord de la rivière, qui occupe une superficie d'environ 150 m².

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu l'avis du pôle d'évaluation domaniale de la DGFIP,
Considérant la demande de la SAS CTAI,

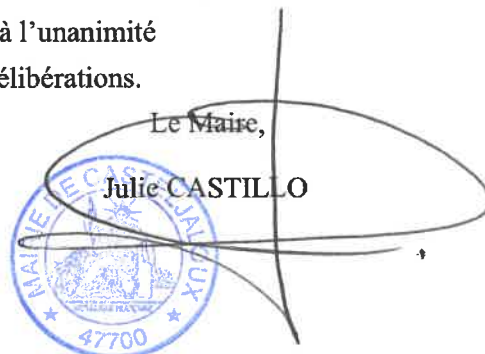
Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

- De céder à la SAS CTAI ou toute personne morale s'y substituant, une parcelle d'environ 1 100 m², à détacher de la parcelle cadastrée section AS n°60, pour un prix de 13 500 euros nets vendeur,
- De prévoir que les frais notariés et de géomètre seront à la charge de l'acquéreur,
- D'autoriser madame le Maire à signer tous documents afférents.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations.

Le Maire,
Julie CASTILLO



AR Prefecture

047-214700528-20220309-2022D 137-DE

Reçu le 16/03/2022

Publié le 16/03/2022



© IGN 2022 - www.geoportail.gouv.fr/informations-legales

Longitude : 0° 04' 55" E

Latitude : 44° 19' 14" N



**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE CASTELJALOUX**

SÉANCE DU 09 MARS 2022

Le neuf mars deux mille vingt-deux à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de la Commune de CASTELJALOUX à la suite de la convocation du 03 mars 2022, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances en session ordinaire, sous la présidence de Madame Julie CASTILLO, Maire.

Présents : Mme CASTILLO, Maire, M. DUCASSE, Mme GIRARD, M. MARQUET, Mme MONTIGNY-CAPIES, M. DOUCET, Mme ARMELLINI, M. LAFARGUE, Mme DA COSTA FREITAS, M. ARZENTON, M. GARBAY, Mme DE BRITO, M. REMAUT, Mme COSTA, M. DUBOUILH, Mme OUCHENE, M. PAGA, Mme SAUX, Mme TAUZIN, Mme ESQUERRA, M. VERWEIRE, Mme VENUTO, M. LAJUS.

Absents ayant donné pouvoir : M. LANZUTTI a donné pouvoir à Mme CASTILLO, M. DURIEU a donné pouvoir à M. DUCASSE.

Absents : Mme MOLINIE-PONTHOREAU, Mme TOUTAIN

Secrétaire de séance M. DUCASSE.

Objet : N° 007/2022 - Approbation de l'évolution du périmètre du syndicat Eau 47 à compter du 1^{er} mars 2022 et de la modification statutaire

Rapporteur : monsieur Doucet

Conformément aux articles L5211-18 et L5211-20 du code général des collectivités territoriales (CGCT), toute modification du périmètre et/ou des statuts d'un syndicat doit être prononcée par arrêté préfectoral et se trouve subordonnée à l'accord de chacune des collectivités membres à la majorité qualifiée.

Dans ce cadre, le Syndicat Eau 47 soumet à l'avis du Conseil municipal les délibérations concernant l'évolution du périmètre syndical consécutivement au retrait de son adhésion sans transfert du syndicat des Eaux Garonne Gascogne, ainsi que la modification des statuts du syndicat Eau 47 concernant la mise à jour de la liste des membres et compétences transférées au 1^{er} mars 2022 annexée aux statuts.

Madame le Maire propose de donner notre accord à ces évolutions.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu le code général des collectivités territoriales et en particulier les articles L.5211-18 et L.5211-20 concernant les modifications relatives au périmètre et à l'organisation des EPCI, rendus applicables aux syndicats mixtes fermés par renvoi opéré de l'article L.5711-1 du même code,

Vu les statuts du syndicat Eau 47 validés par l'arrêté inter-préfectoral n° 47-2021-06-08-009 du 8 juin 2021 portant extension du périmètre du syndicat Eau 47 et notamment l'article 3 relatif aux EPCI à fiscalité propre ou non ayant adhéré au syndicat Eau 47 et ayant conservé l'exercice de leurs compétences opérationnelles,

AR Prefecture

047-214700528-20220309-2022D_138-DE

Reçu le 16/03/2022

Publié le 16/03/2022

Considérant la volonté du syndicat des Eaux Garonne Gascogne de retirer son adhésion sans transfert en date du 30 septembre 2021,

Après avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

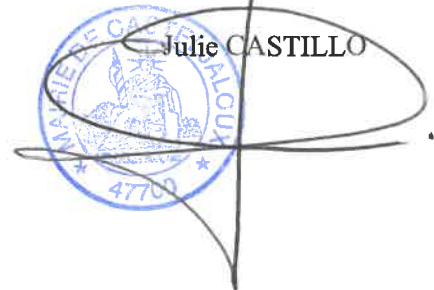
- D'approuver le retrait de l'adhésion sans transfert de compétence du syndicat des Eaux de Garonne Gascogne du syndicat Eau 47,
- De mandater madame le Maire pour solliciter du syndicat Eau 47 l'accord sur ce transfert,
- De préciser que ce transfert sera validé par un arrêté préfectoral, saisi par le syndicat Eau 47, prononçant l'évolution du périmètre d'Eau 47 correspondant,
- De préciser qu'aucune condition financière particulière ne sera liée à ce retrait,
- De donner pouvoir à madame le Maire pour signer la présente délibération ainsi que toute pièce s'y rattachant et en assurer l'exécution.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations.

Le Maire,

Julie CASTILLO



**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE CASTELJALOUX**

SÉANCE DU 09 MARS 2022

Le neuf mars deux mille vingt-deux à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de la Commune de CASTELJALOUX à la suite de la convocation du 03 mars 2022, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances en session ordinaire, sous la présidence de Madame Julie CASTILLO, Maire.

Présents : Mme CASTILLO, Maire, M. DUCASSE, Mme GIRARD, M. MARQUET, Mme MONTIGNY-CAPIES, M. DOUCET, Mme ARMELLINI, M. LAFARGUE, Mme DA COSTA FREITAS, M. ARZENTON, M. GARBAY, Mme DE BRITO, M. REMAUT, Mme COSTA, M. DUBOUILH, Mme OUCHENE, M. PAGA, Mme SAUX, Mme TAUZIN, Mme ESQUERRA, M. VERWEIRE, Mme VENUTO, M. LAJUS.

Absents ayant donné pouvoir : M. LANZUTTI a donné pouvoir à Mme CASTILLO, M. DURRIEU a donné pouvoir à M. DUCASSE.

Absents : Mme MOLINIE-PONTHOREAU, Mme TOUTAIN

Secrétaire de séance M. DUCASSE.

Objet : N° 008/2022 - Adhésion à la convention d'accompagnement à la transition énergétique de Territoire d'Energie Lot-et-Garonne (TE 47)

Rapporteur : monsieur Lafargue

Au regard des enjeux que représentent aujourd'hui l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables, TE 47 a souhaité encourager et soutenir ses communes adhérentes dans la mise en œuvre d'une politique de bonne gestion énergétique.

A cet effet, le syndicat a élaboré une convention d'accompagnement à la transition énergétique (jointe en annexe), afin d'offrir aux communes de bénéficier d'une expertise technique, juridique et administrative de ses services, pour répondre au mieux aux exigences réglementaires et aux enjeux énergétiques.

Les outils mis à disposition de chaque commune au travers de cette convention, pourront porter sur :

- Le conseil et l'accompagnement par un « économe de flux »,
- Les audits énergétiques du patrimoine bâti,
- L'accompagnement spécifique au décret tertiaire,
- L'accompagnement et le développement des ENR thermiques ou électriques,
- L'accompagnement au suivi de la qualité de l'air intérieur,
- La réalisation d'images thermiques par caméra ou par drone.

Certaines de ces actions seront réalisées par du personnel de TE 47, d'autres pourront s'appuyer sur des marchés publics lancés par le syndicat.

Toute nouvelle action mise en place par TE 47, qu'elle soit réalisée en interne ou en externe pourra profiter aux communes suite à la modification des annexes de la convention.

AR Prefecture

047-214700528-20220309-2022D_139-DE
Reçu le 16/03/2022
Publié le 16/03/2022

L'adhésion à la convention est gratuite pour la commune et lui permet immédiatement de valoriser financièrement certains travaux d'économie d'énergie grâce au dispositif des Certificats d'Economie d'Energie (CEE).

A la survenance d'un besoin, la commune qui aura signé la convention sollicitera TE 47 par une demande écrite décrivant l'action souhaitée, accompagnée de l'ensemble des informations nécessaires. Le syndicat chiffrera alors le coût de la mission à la vue des conditions financières annexées à la convention et cadrées par les divers marchés conclus. Si le syndicat bénéficie d'un programme d'aide avec un partenaire financier (ADEME, Région, FNCCR, etc.), pour la prestation commandée, le coût de facturation pour la commune sera minoré.

Chaque action ne débutera qu'après acceptation par la commune de la ou des propositions financières.

Pour les actions réalisées par des prestataires extérieurs, TE 47 percevra 4 % du coût TTC de frais de gestion, pour couvrir les frais de suivi technique, financier et administratif.

La convention aura une durée de deux ans, reconductible deux fois.

Madame le Maire propose de réserver une suite favorable à cette initiative et d'adopter la délibération suivante :

Vu les statuts de TE 47,
Vu le code de l'Energie,
Vu l'article R2122-8 du code de la Commande publique,
Vu la loi de Grenelle II du 12 juillet 2010 présentant un caractère d'intérêt général pour la protection de l'environnement par l'obligation pesant sur les collectivités d'une meilleure connaissance de leurs performances énergétiques et d'entreprendre des travaux d'amélioration,
Vu le dispositif des Certificats d'Economie d'Energie,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

- D'approuver l'adhésion de la commune à l'accompagnement à la transition énergétique proposé par TE 47 à partir du 1^{er} avril 2022, pour une durée de deux ans reconductibles deux fois,
- De désigner un élu et un agent qui seront les interlocuteurs de TE 47 pour le suivi de l'exécution de la convention d'adhésion,
- De donner pouvoir à madame le Maire pour signer la convention d'adhésion.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations.

Le Maire,

Julie CASTILLO



**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE CASTELJALOUX**

SÉANCE DU 09 MARS 2022

Le neuf mars deux mille vingt-deux à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de la Commune de CASTELJALOUX à la suite de la convocation du 03 mars 2022, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances en session ordinaire, sous la présidence de Madame Julie CASTILLO, Maire.

Présents : Mme CASTILLO, Maire, M. DUCASSE, Mme GIRARD, M. MARQUET, Mme MONTIGNY-CAPES, M. DOUCET, Mme ARMELLINI, M. LAFARGUE, Mme DA COSTA FREITAS, M. ARZENTON, M. GARBAY, Mme DE BRITO, M. REMAUT, Mme COSTA, M. DUBOUILH, Mme OUCHENE, M. PAGA, Mme SAUX, Mme TAUZIN, Mme ESQUERRA, M. VERWEIRE, Mme VENUTO, M. LAJUS.

Absents ayant donné pouvoir : M. LANZUTTI a donné pouvoir à Mme CASTILLO, M. DURRIEU a donné pouvoir à M. DUCASSE.

Absents : Mme MOLINIE-PONTHOREAU, Mme TOUTAIN

Secrétaire de séance M. DUCASSE.

Objet : N° 009/2022 - Avis concernant le tracé modifié du projet de contournement de la commune.

Rapporteur : madame Castillo

Le Conseil départemental sollicite l'avis du Conseil municipal sur le tracé modifié du projet de contournement de la commune joint en annexe.

Madame le Maire rappelle que le 21 avril 2005, le Conseil municipal délibérait une première fois pour le choix du tracé du contournement de la commune. Il s'agissait précisément du tracé dit « Est court », partant du carrefour de la Cardine, longeant la route de la Forge et se raccordant au rond-point de la base de loisirs et d'un tracé nord, partant du carrefour entre la route de Marmande et la route du Mas d'Agenais et se raccordant à proximité de l'usine Steico. Le 27 mai 2005, le Conseil général, maître d'ouvrage, entérinait à l'unanimité ce choix. Le 19 février 2007, le Conseil général votait une première enveloppe de 500 000 euros pour lancer la réalisation des acquisitions et travaux. La livraison de cette voie de contournement était planifiée pour 2012.

Le 18 avril 2007, l'association « pour un vrai contournement de Casteljalous » déposait un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Bordeaux en vue de faire annuler le choix du tracé Est court, le barreau nord n'étant lui pas contesté. Elle proposait un autre tracé, plus large, passant par la commune de La Réunion. Elle échouera et sera déboutée par le tribunal le 30 juin 2009.

Le 13 novembre 2007, l'association déposait un autre recours, en référé suspension cette fois (procédure d'urgence), contre la décision du Conseil général de réaliser un rond-point au carrefour de La Cardine. Elle essuiera un nouvel échec, par décision du tribunal du 15 novembre 2007.

La nouvelle majorité du Conseil général élue en 2008 adoptait le 7 décembre 2009 un « plan de modernisation routier ». Dans le cadre de ce plan, elle prenait acte de la contestation menée par l'association et décidait de ce fait de repousser la réalisation de la déviation de Casteljalous à une date postérieure à 2020.

AR Prefecture

047-214700528-20220309-2022D_140-DE
Reçu le 16/03/2022
Publié le 16/03/2022

Le projet de déviation est revenu à l'ordre du jour en 2018, à la suite de la tentative avortée d'interdire le passage des camions en transit en ville.

Le tracé proposé aujourd'hui reste le tracé Est court. Il diffère cependant très légèrement de celui adopté en 2005, notamment sur la partie de la rue Dauba, car il tient compte de quelques évolutions d'urbanisme qui se sont déroulées au cours des quinze années qui nous séparent du projet initial.

Pour poursuivre les études et lancer les travaux, le Conseil départemental souhaite que la commune se positionne sur ce tracé rectifié joint en annexe.

Madame le Maire propose d'y réserver une suite favorable.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu le code général des collectivités territoriales,
Considérant la demande d'avis présentée par le Conseil départemental afin de pouvoir poursuivre le projet de réalisation d'un contournement routier de la commune,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

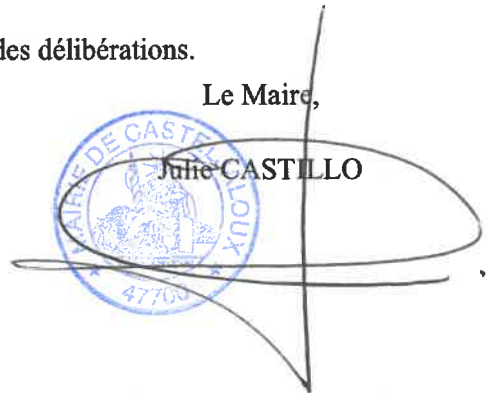
- De donner un avis favorable au tracé de la voie de contournement joint en annexe,
- D'autoriser madame le Maire à signer tous documents en vue de mettre en application cette décision.

La délibération est soumise au vote et adoptée à la majorité avec un vote contre (M. LAJUS)

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations.

Le Maire,

Julie CASTILLO



RD 933
Déviation sud de Casteljalloux

Commune de Casteljalloux

Etudes préliminaires

B.2.1 Vue en plan
Variante 2 - Giratoire simple

Logo	DATE	Inteur	Projet	PAR	LE
	Octobre 2020	A	Projet de loi	EMA	06/10/2020
ÉCHELLE	1/5000				
NOM DU PLAN					
B.2.1					

- Légende**
- Axe des voies nouvelles
 - Voies principales existantes
 - Voies d'entretien
 - Cours d'eau
 - Frontière de la déviation
 - RS - Limites des zones inondables



**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE CASTELJALOUX**

SÉANCE DU 09 MARS 2022

Le neuf mars deux mille vingt-deux à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de la Commune de CASTELJALOUX à la suite de la convocation du 03 mars 2022, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances en session ordinaire, sous la présidence de Madame Julie CASTILLO, Maire.

Présents : Mme CASTILLO, Maire, M. DUCASSE, Mme GIRARD, M. MARQUET, Mme MONTIGNY-CAPIES, M. DOUCET, Mme ARMELLINI, M. LAFARGUE, Mme DA COSTA FREITAS, M. ARZENTON, M. GARBAY, Mme DE BRITO, M. REMAUT, Mme COSTA, M. DUBOUILH, Mme OUCHENE, M. PAGA, Mme SAUX, Mme TAUZIN, Mme ESQUERRA, M. VERWEIRE, Mme VENUTO, M. LAJUS.

Absents ayant donné pouvoir : M. LANZUTTI a donné pouvoir à Mme CASTILLO, M. DURRIEU a donné pouvoir à M. DUCASSE.

Absents : Mme MOLINIE-PONTHOREAU, Mme TOUTAIN

Secrétaire de séance M. DUCASSE.

Objet : N° 010/2022 - Création d'un Comité Social Territorial

Rapporteur : madame Castillo

L'article 32 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 prévoit qu'un Comité Social Territorial est créé dans chaque collectivité ou établissement employant au moins cinquante agents ainsi qu'auprès de chaque centre de gestion pour les collectivités et établissements affiliés employant moins de cinquante agents.

Les Comités Sociaux Territoriaux sont consultés pour avis sur les questions relatives :

- à l'organisation, au fonctionnement des services et aux évolutions des administrations ;
- à l'accessibilité des services et à la qualité des services rendus ;
- aux orientations stratégiques sur les politiques de ressources humaines ;
- aux lignes directrices de gestion en matière de promotion et valorisation des parcours professionnels. La mise en œuvre des lignes directrices de gestion fait l'objet d'un bilan, sur la base des décisions individuelles, devant le comité social ;
- aux enjeux et aux politiques d'égalité professionnelle et de lutte contre les discriminations ;
- aux orientations stratégiques en matière de politique indemnitaire et d'action sociale ainsi qu'aux aides à la protection sociale complémentaire
- à la protection de la santé physique et mentale, à l'hygiène, à la sécurité des agents dans leur travail, à l'organisation du travail, au télétravail, aux enjeux liés à la déconnexion et aux dispositifs de régulation de l'utilisation des outils numériques, à l'amélioration des conditions de travail, etc.

Considérant que les effectifs des fonctionnaires, des agents contractuels de droit public et de droit privé au 1er janvier 2022 représentent un total d'agents qui permet la création d'un Comité Social Territorial, Madame le Maire propose la création d'un Comité Social Territorial compétent, en remplacement du Comité Technique pour les agents de la commune.

Madame le Maire propose la délibération suivante :

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

- de créer un Comité Social Territorial compétent, en remplacement du Comité Technique pour les agents de la commune de Casteljaloux,
- d'autoriser madame le Maire à signer tous documents afférents.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations.

Le Maire,



Julie CASTILLO

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE CASTELJALOUX**

SÉANCE DU 09 MARS 2022

Le neuf mars deux mille vingt-deux à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de la Commune de CASTELJALOUX à la suite de la convocation du 03 mars 2022, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances en session ordinaire, sous la présidence de Madame Julie CASTILLO, Maire.

Présents : Mme CASTILLO, Maire, M. DUCASSE, Mme GIRARD, M. MARQUET, Mme MONTIGNY-CAPIES, M. DOUCET, Mme ARMELLINI, M. LAFARGUE, Mme DA COSTA FREITAS, M. ARZENTON, M. GARBAY, Mme DE BRITO, M. REMAUT, Mme COSTA, M. DUBOUILH, Mme OUCHENE, M. PAGA, Mme SAUX, Mme TAUZIN, Mme ESQUERRA, M. VERWEIRE, Mme VENUTO, M. LAJUS.

Absents ayant donné pouvoir : M. LANZUTTI a donné pouvoir à Mme CASTILLO, M. DURRIEU a donné pouvoir à M. DUCASSE.

Absents : Mme MOLINIE-PONTHOREAU, Mme TOUTAIN

Secrétaire de séance M. DUCASSE.

Objet : N° 011/2022 - Adhésion au « service de délégué à la protection des données mutualisé » - Délibération modificative

Rapporteur : madame Castillo

Madame le Maire rappelle que par délibération n°60/2021 du 23 septembre 2021, vous avez décidé d'adhérer au service facultatif créé par le Centre de gestion de la fonction publique territoriale sous le nom de mission « service de délégué à la protection des données mutualisé ».

Plusieurs forfaits de prestations étaient prévus. Vous avez opté pour le forfait « autonomie », dont le prix est de 900 euros par an, et dont le contenu était détaillé en annexe. Madame le Maire propose de modifier cette décision et d'opter pour le forfait « accompagnement », dont le prix s'élève à 1 000 euros par an. Le forfait « accompagnement » évitera à la collectivité de se voir facturer des prestations à la carte complémentaires et au final plus onéreuses.

En conséquence, Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide de modifier la délibération n°60/2021 en adhérant au forfait « accompagnement », en substitution du forfait « autonomie ».

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations.

Le Maire,

Julie CASTILLO



**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE CASTELJALOUX**

SÉANCE DU 09 MARS 2022

Le neuf mars deux mille vingt-deux à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de la Commune de CASTELJALOUX à la suite de la convocation du 03 mars 2022, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances en session ordinaire, sous la présidence de Madame Julie CASTILLO, Maire.

Présents : Mme CASTILLO, Maire, M. DUCASSE, Mme GIRARD, M. MARQUET, Mme MONTIGNY-CAPIES, M. DOUCET, Mme ARMELLINI, M. LAFARGUE, Mme DA COSTA FREITAS, M. ARZENTON, M. GARBAY, Mme DE BRITO, M. REMAUT, Mme COSTA, M. DUBOUILH, Mme OUCHENE, M. PAGA, Mme SAUX, Mme TAUZIN, Mme ESQUERRA, M. VERWEIRE, Mme VENUTO, M. LAJUS.

Absents ayant donné pouvoir : M. LANZUTTI a donné pouvoir à Mme CASTILLO, M. DURRIEU a donné pouvoir à M. DUCASSE.

Absents : Mme MOLINIE-PONTHOREAU, Mme TOUTAIN

Secrétaire de séance M. DUCASSE.

Objet : N° 012/2022 - Création d'un poste d'adjoint administratif territorial à temps non complet

Rapporteur : madame Castillo

Madame le Maire rappelle que conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité.

Il appartient donc au Conseil municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services et le tableau des emplois pour permettre les avancements de grade, les promotions internes ou les stagiairisations. En cas de suppression d'emplois, la décision est soumise à l'avis préalable du comité technique.

Afin de pouvoir pérenniser un poste au sein du service enfance, sports et loisirs, Madame le Maire propose de créer un poste d'adjoint administratif à temps non complet (30 h).

Madame le Maire précise que cette création de poste ne débouchera sur aucun recrutement nouveau.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

- de créer un emploi de la filière administrative à temps non complet (30 h), dans le cadre d'emploi des adjoints administratifs territoriaux, au grade d'adjoint administratif territorial,
- de constater que l'effectif actuel du grade est de 7 et que l'effectif nouveau sera de 8.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations.

Le Maire.
Julie CASTILLO



**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE CASTELJALOUX**

SÉANCE DU 09 MARS 2022

Le neuf mars deux mille vingt-deux à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de la Commune de CASTELJALOUX à la suite de la convocation du 03 mars 2022, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances en session ordinaire, sous la présidence de Madame Julie CASTILLO, Maire.

Présents : Mme CASTILLO, Maire, M. DUCASSE, Mme GIRARD, M. MARQUET, Mme MONTIGNY-CAPIES, M. DOUCET, Mme ARMELLINI, M. LAFARGUE, Mme DA COSTA FREITAS, M. ARZENTON, M. GARBAY, Mme DE BRITO, M. REMAUT, Mme COSTA, M. DUBOUILH, Mme OUCHENE, M. PAGA, Mme SAUX, Mme TAUZIN, Mme ESQUERRA, M. VERWEIRE, Mme VENUTO, M. LAJUS.

Absents ayant donné pouvoir : M. LANZUTTI a donné pouvoir à Mme CASTILLO, M. DURRIEU a donné pouvoir à M. DUCASSE.

Absents : Mme MOLINIE-PONTHOREAU, Mme TOUTAIN

Secrétaire de séance M. DUCASSE.

Objet : N° 013/2022 - Désignation d'un nouveau correspondant Défense

Rapporteur : monsieur Ducasse

Par délibération du 23 septembre 2020, vous avez désigné une conseillère municipale comme correspondant Défense.

Madame le Maire rappelle que cette fonction revêt pour nous une importance majeure, car nous mesurons au plus près des associations locales d'anciens combattants toute la difficulté de faire perdurer le devoir de mémoire.

Au surplus notre pacte de jumelage avec le 48^{ème} régiment de Transmissions d'Agén, qui vise à renforcer les liens Armée/Nation et qui conduira également à la création d'une classe Défense, renforce l'importance de la fonction de correspondant Défense au sein de notre ville.

La personne désignée n'assistant plus aux réunions auxquelles elle est conviée et ne remplissant plus la fonction, que ce soit auprès du collège ou auprès des associations locales, Madame le Maire propose de désigner un nouveau correspondant.

Madame le Maire propose de désigner en remplacement Julie Castillo, qui assume déjà cette fonction pour pallier l'absence de sa collègue.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu la circulaire du 26 octobre 2001,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide de désigner madame Castillo comme correspondant Défense, en remplacement de madame Molinié-Ponthoreau.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations.



Le Maire,

Julie CASTILLO

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE CASTELJALOUX**

SÉANCE DU 09 MARS 2022

Le neuf mars deux mille vingt-deux à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de la Commune de CASTELJALOUX à la suite de la convocation du 03 mars 2022, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances en session ordinaire, sous la présidence de Madame Julie CASTILLO, Maire.

Présents : Mme CASTILLO, Maire, M. DUCASSE, Mme GIRARD, M. MARQUET, Mme MONTIGNY-CAPIES, M. DOUCET, Mme ARMELLINI, M. LAFARGUE, Mme DA COSTA FREITAS, M. ARZENTON, M. GARBAY, Mme DE BRITO, M. REMAUT, Mme COSTA, M. DUBOUILH, Mme OUCHENE, M. PAGA, Mme SAUX, Mme TAUZIN, Mme ESQUERRA, M. VERWEIRE, Mme VENUTO, M. LAJUS.

Absents ayant donné pouvoir : M. LANZUTTI a donné pouvoir à Mme CASTILLO, M. DURRIEU a donné pouvoir à M. DUCASSE.

Absents : Mme MOLINIE-PONTHOREAU, Mme TOUTAIN

Secrétaire de séance M. DUCASSE.

Objet : N° 014/2022 - Désignation d'un nouveau représentant de la commune au sein du Conseil d'administration du collège Jean Rostand.

Rapporteur : madame Girard

L'article R.421-14 du code de l'éducation définit la composition des Conseils d'administration des collèges et des lycées. Il prévoit un représentant de la commune et un représentant du Conseil départemental.

L'actuelle représentante titulaire de la commune n'assistant plus aux conseils d'administration sans s'en excuser et sans transmettre la convocation à sa suppléante, Madame le Maire propose de désigner un(e) remplaçant(e). Ce remplacement permettra d'assurer la continuité et la bonne exécution de cette fonction dans l'intérêt de nos jeunes collégiens.

Madame le Maire propose de désigner comme représentante titulaire madame Da Costa Freitas et de maintenir madame Castillo comme représentante suppléante.

Madame le Maire propose d'adopter la délibération suivante :

Vu l'article R.421-14 du code de l'éducation,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide de désigner madame Da Costa Freitas comme représentante titulaire de la commune au sein du Conseil d'administration du collège Jean Rostand, en remplacement de madame Molinié-Ponthoreau et de maintenir madame Julie Castillo comme représentante suppléante.

La délibération est soumise au vote et adoptée à l'unanimité

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations.

Le Maire,

Julie CASTILLO



